Parti Socialiste
Comité directeur
4 avril 1989

Sommaire

Le président (Claude Estier) 1
Henri Emmanuelli 2
Gérard Fuchs 9
Pierre Mauroy 13
Pierre Guidoni 25
Gérard Le Gall 27
Henri Fiszbin 31
Jean-Marie Cambacérès 34
Jean-Luc Mélenchon 36
Gérard Collomb 38
Michel Debout 41
Claude Allègre 43
Alain Richard 45
Jean Poperen 48
André Billardon 48
Pierre Mauroy 49
Parti Socialiste 50
Pierre Mauroy 50
Pierre Guidoni 50
Alain Richard 51
Pierre Mauroy 51
Alain Richard 52
Pierre Guidoni 53
Lionel Jospin 54
Alain Richard 55
Louis Hérot 56
Gérard Saumade 56
Hervé 56
Une intervenante 56
Un intervenant 57
Georges Sutra 57
Un intervenant 57

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)

J’ouvre la séance du Comité directeur qui se tient un jour inhabituel, à une

Coll Fondation Jean-Jaurès

heure inhabituelle mais pour une raison qui est facile à comprendre, puisque nous avons à prendre aujourd'hui même des décisions importantes concernant les élections européennes notamment la présentation de notre liste.
Comme à l'habitude, puisqu'il s'agit d'un Comité directeur normal, nous allons commencer par le rapport d'activité de la direction nationale et je donne la parole à Henri Emmanuelli.

Henri Emmanuelli
Chers camarades, notre Comité directeur, convoqué dans le cadre de la préparation des élections européennes, est notre première réunion depuis les récentes élections municipales et notre Convention de la Villette qui avait fixé la stratégie et la tactique de notre parti en vue de cette échéance.
Les résultats de ces élections représentent, bien sûr, le fait marquant de notre activité depuis le 22 janvier, date de notre dernière Convention nationale.
Afin de ne pas alourdir ce rapport d'activité, je concentrerai mon intervention sur leur analyse et leurs résultats, étant entendu que vous disposez, par ailleurs et comme à l'accoutumé, d'un document reprenant l'activité des différents secteurs du Parti depuis deux mois.
Mais avant d'aborder les élections municipales proprement dites, je voudrais, une fois n'est pas coutume, évoquer trois faits marquants qui se sont déroulés à l'extérieur de nos frontières.
En premier lieu, la situation en URSS.
Les évolutions en cours dans ce pays constituent, incontestablement, l'un des faits les plus importants de cette fin de siècle. Et ces évolutions ont été fortement marquées par les élections qui viennent de se dérouler dans ce pays. Même si le scrutin tel qu'il s'est déroulé n'a que de lointains rapports avec notre pratique de la démocratie, ce qui s'est passé là-bas n'en représente pas moins un événement considérable. En sanctionnant sans ambiguïté les éléments les plus conservateurs de la "Nomenklatura", les électeurs soviétiques qui pour la première fois bénéficiaient d'une certaine possibilité de choix ont clairement marqué leur volonté d'avancer dans la voie des réformes entreprises. Et il ne fait pas de doute que, par leur vote, ils ont donné à la volonté de réforme affichée par le secrétaire général du PCUS un appui massif. Certes, nous devons rester prudents dans nos appréciations et nos conclusions, sachant qu'il existe des pôles de résistance puissants à cette évolution et ne sachant pas précisément jusqu'où ira la volonté de ceux qui mènent le processus. Mais nous ne devons pas pour autant, me semble-t-il, rester indifférents ou spectateurs. Et nous devons réfléchir à la manière dont nous pouvons favoriser une telle évolution qui tend, à travers l'histoire, à donner raison à ceux qui furent à la fois nos prédécesseurs et la minorité du Congrès de Tours. Nous devons pour le moins, me semble-t-il, donner une nouvelle impulsion à nos relations avec le PCUS et envisager de leur proposer la mise en place de groupes de réflexions permanents, qui, en toute hypothèse, ne peuvent qu'aider au développement des relations entre nos deux pays.

Collection Jean Jaurès

Le second fait marquant qu'il me paraît nécessaire d'évoquer est l'évolution de la situation au Moyen-Orient et le rôle que la France s'apprête à y jouer par l'intermédiaire du Président de la République.
Je crois que l'on ne comprendrait pas que nous ne l'évoquions pas devant ce Comité directeur comme cela a été fait devant le Bureau exécutif. Nous comprenons certaines réactions qui ont suivi l'annonce d'une rencontre entre notre président et Yasser Arafat. Nous pouvons même comprendre une certaine amertume de la communauté française telle qu'elle a pu s'exprimer ici ou là. Mais nous croyons que des pas significatifs doivent être recherchés et franchis dans la voie d'une solution négociée pour la recherche d'une paix durable.
Nous demandons simplement que la raison nécessaire l'emporte sur la passion, qui pour être compréhensible, n'en est pas moins mauvaise conseillère. Nous savons que les proclamations d'intentions ne sont pas à confondre avec les actes, et qu'il faudra bien vérifier que les seconds soient en conformité avec les premières. Mais nous savons aussi qu'il ne faut pas condamner à priori les intentions si l'on veut que les actes puissent éclore.
Enfin, à toutes celles et à tous ceux qui peuvent s'inquiéter, qu'il nous soit permis de rappeler la constance de nos positions, notamment en ce qui concerne le droit d'Israël à la sécurité.
Le troisième point, pour être de toute autre nature est sans doute le plus grave. Je veux parler de la condamnation à mort de la liberté d'expression en la personne d'un écrivain par un despote fanatique qui préside aux destinés d'un Etat.
Certes, le Parti s'est déjà exprimé ainsi qu'un certain nombre de ses responsables qui étaient en situation de le faire. Mais je crois qu'il est de notre devoir de nous exprimer sur cette affaire en tant que Comité directeur, représentatif de notre Parti entre deux Congrès, et ceci d'autant plus que le sang des premières victimes a commencé à couler.
La condamnation de Rushdie par l'ayatollah Khomeyni est un crime.
Un crime contre la chair qui a coûté la vie de deux musulmans courageux dont nous saluons avec respect la mémoire.
Un crime contre l'esprit qui heurte de front notre histoire et notre être, et pour lequel nous ne saurions, nous ne pouvons avoir aucune forme de compréhension, contrairement à certaines autorités morales dont la mansuétude à l'égard du fanatisme, de cinéma brûlé en assassinat programmé, commence à devenir choquante.
Chers camarades, sur cette résurgence brutale de fanatisme et de l'obscurantisme en pleine année du bicentenaire de la déclaration des droits de l'Homme, il y aurait beaucoup à dire, et certains d'entre vous y reviendrons certainement !
Je me contenterai, pour ma part, de dire que nous ne pouvons accepter cela et qu'en conséquence ce livre doit être publié en France, par principe et parce que ce type de principe ne se divise pas et que nous devons apporter le cas échéant notre soutien à ceux qui en prendront l'initiative.

Collection Jean Jaurès

Dire enfin, pour ceux qui hors de notre famille de pensée l'auraient quelque peu oubliée, combien la laïcité est belle, et combien elle est indissociable de la liberté. Combien elle a été injustement attaquée et stupidement bafouée. Enfin et surtout, combien nous devons la faire connaître, respecter et aimer.
Les élections municipales.
Les élections des 12 et 19 mars dernier représentent un incontestable succès de notre parti, succès qui a été salué par l'ensemble des commentateurs.
Au total ce sont 64 villes supplémentaires de plus de 9000 habitants qui seront maintenant administrées par des maires Socialistes ; 13 villes de plus de 30 000 habitants (21 gagnées contre 8 perdues), 9 villes de 20 à 30 000 habitants (14 gagnées contre 5 perdues) et 42 villes de 9 à 20 000 habitants (58 gagnées contre 16 perdues.)
Ces résultats permettent aux Socialistes d'assurer le meilleur enracinement de toute leur histoire.
Ils nous donnent en effet une implantation dans des grandes métropoles de toutes les régions françaises. Consolidation de nos positions dans une région comme le Nord-Pas-de-Calais où Dunkerque, Tourcoing et Maubeuge viennent s'ajouter à Lille et Arras ; confirmation de notre poussée dans l'Ouest (Nantes, Brest, Chateaubriant, Lisieux après Rennes, Saint-Brieuc et Lorient) ; succès importants dans le centre (Orléans, Blois, Châteauroux, Bourges Vierzon...) ; conquête dans le midi de villes comme Aix, Béziers, Salon et Avignon ; poussée considérable enfin dans l'Est avec Strasbourg, Mulhouse, Verdun...
Ces succès indéniables nous avons déjà eu l'occasion de les saluer. Ils sont ceux de tout notre parti, de l'ensemble de ses militants qui ont donné toute leur énergie à l'obtention d'un tel score, de nos fédérations qui ont toutes participé, en gagnant de nouvelles municipalités, au résultat global.
Un succès pour le gouvernement de Michel Rocard aussi, qui non seulement a vu l'ensemble des ministres sortants réélus, mais n'a pas eu à subir, de vote "sanction", à l'occasion d'élections locales dont il semblait établi, jusque là, qu'elles étaient systématiquement défavorables au gouvernement en place.
Enfin, les succès remportés par certaines de nos candidates lors de ces élections, même si nous en sommes qu'à la préhistoire en ce domaine, me semblent participer pleinement de ce processus. Les cas de Châtellerault, Strasbourg, Muret, Athis-Mons, Lisieux, Cergy, Chateaubriant... montrent tout à la fois, qu'un processus s'est enclenché mais aussi l'étendue du travail qui nous reste à accomplir en ce domaine.
Mais que l'on me permette de dire ici, à contre courant des commentaires à la mode, que nous trouvons surtout dans ces résultats les effets positifs des choix stratégiques qu'avaient prises nos deux conventions successives à l'unanimité.
Rassemblement à Gauche et élargissement de la majorité présidentielle, tels ont été les deux axes de notre stratégie dont je me permets de faire remarquer qu'ils pourraient se résumer en une seule formule, rassemblement de toutes les forces de progrès autour de notre Parti, ce qui aurait l'avantage d'être plus

clair.
Oui mais camarades nous avons eu raison de ne pas céder à ceux qui nous pressaient de rompre sur notre gauche.
Raison sur le plan politique. Raison sur le plan électoral.
Sur le plan politique, parce que s'engager peu ou prou, ouvertement ou subrepticement dans un processus larvé de renversement d'alliance aurait été une faute majeur. On ne renoncerait pas sans "grands risques" à la stratégie qui, en faisant du Parti Socialiste la première force politique de ce pays, a permis de rééquilibrer la Gauche, rééquilibrage qui a rendu l'alternance possible, alternance qui à son tour a fait entrer notre système politique dans la catégorie des démocraties ayant atteint leur majorité. Deux siècles après la révolution, il était temps !
Certes la négociation avec le Parti Communiste, qui n'a jamais été facile, a été, cette fois-ci, particulièrement pénible et n'a pas permis d'éviter tous les mauvais coups dont Sarcelles a été l'exemple le plus évident.
Mais nous devons faire observer qu'en définitive et quoi que l'on ait pu dire ou écrire, c'est nous qui avons amené le PC sur notre point de vue en refusant d'aller sur le terrain qu'ils avaient choisi. Il y a bel et bien eu, au final, des discussions nationales alors que le PC avait clairement annoncé, au départ, qu'il s'y refuserait, espérant, par une tactique d'accords à la base, faire l'union à la carte au profit de ses intérêts exclusifs, contre les nôtres.
Raison sur le plan électoral, parce qu'à y regarder de près, plus de 75% des municipalités conquises ou reconquises l'ont été sur une formule d'accord et que, disons-le franchement, les résultats des primaires ont été mitigés, comme nous l'avions d'ailleurs prévu. Cela n'empêchera pas le Parti Communiste de nous porter, dans les jours et les mois qui viennent, de rudes coups, dont aucun n'est à exclure. Parce qu'il reste convaincu que son hypothétique redressement passe par notre recul, que notre recul ne peut résulter que de notre éventuel basculement d'alliance avec le centre droit. Parce que, aussi, sa cohérence interne est atteinte et que l'on peut s'interroger sur la capacité de sa direction à sauvegarder son autorité par rapport aux forces de dissidence, de rénovation ou à la régionalisation électorale.
Bref, si cela a toujours été dur avec eux ce le sera encore plus demain.
Mais nous devons tenir. Tenir parce que pour faire une politique de progrès, notamment sur le plan social, il faut savoir rassembler toutes les forces de progrès. La réalité n'a pas changé ses règles du jeu depuis l'époque où François Mitterrand l'expliquait à Jacques Chaban-Delmas le jour de son investiture de ce dernier - les amateurs de consensus à tout prix devraient relire avec intérêt ce discours fait par un homme dont la suite a largement prouvé que la réalité de ce pays lui était tout à fait perceptible et que le don de la stratégie ne lui était pas étranger.
Tenir surtout parce qu'il m'arrive de craindre, comme à beaucoup d'autres que l'apparent consensus sur la nécessité de la modernisation ou que la mode de la modernité ne serve à escamoter les vrais débats.
Je veux parler du contenu de la modernisation, de son contenu social dont je

Collection Jean Jaurès

dois dire qu'il s'agit d'un sujet sur lequel le contenu du plan tel qu'il nous est présenté me paraît devoir être amendé comme s'y apprête d'ailleurs le groupe parlementaire. La modernisation ce n'est pas forcément la propriété exclusive des propriétaires au détriment des locataires, l'accroissement très fort des revenus du capital dans le temps où les revenus salariaux ne progressent que de 2,5%. La modernisation, cela ne peut pas être non plus le libéralisme triomphant au détriment de l'économie mixte.
Du contenu social de la modernisation donc, mais aussi d'autres sujets importants, comme celui de l'adéquation, entre société de communication et société de savoir et bien d'autres encore qui feront la matière du débat de notre prochain Congrès. Débat que nous appelons tous de nos vœux, et non pas seulement ici ou là, même si nous pensons que l'heure est plutôt à la préparation des élections européennes qu'à l'ouverture prématurée d'une discussion nécessaire.
Chers camarades, si j'évoquais à l'instant ces sujets c'est parce qu'à mon sens ils ont un lien avec les conclusions que nous pouvons tirer de ces élections. Elles constituent une incontestable victoire. Et c'est parce que cette victoire est d'importance qu'elle autorise la lucidité.
Si notre progression en termes de positions conquises est considérable, nous ne pouvons constater le même phénomène en terme de voix.
La Gauche, tout comme la Droite, sort de ce scrutin en sensible recul par rapport à 1983, obtenant chacune entre 43 et 44% des suffrages exprimés.
En ce qui concerne la Droite, ce recul est facilement explicable. La faillite de sa politique pendant les deux années où elle a été "aux affaires", ses divisions qui lui donnent un air de "pugilat généralisé", où les ambitions personnelles prennent le pas sur toute autre considération, son incapacité d'apporter des réponses cohérentes aux problèmes de la France d'aujourd'hui et l'émergence sur le terrain municipal du Front National sont autant de raisons de ce déclin.
Mais les résultats de cette dernière formation, qui véhicule les plus vils préjugés, doivent aussi retenir toute notre attention. Même s'ils sont en recul par rapport aux présidentielles ils lui assurent tout à la fois une implantation durable et un électorat fidèle et radicalisé comme l'ont montré les résultats du second tour, là où avaient lieu des triangulaires où des quadrangulaires.
En ce qui concerne la Gauche, le seul recul du PC ne permet pas d'expliquer cette baisse. Incontestablement, une partie des électeurs de gauche ont choisi de se reporter en partie sur le vote écologiste ou de se cantonner dans l'abstention, et cela doit nous préoccuper.
Le premier phénomène est complexe, recoupant tout à la fois une fraction de l'électorat protestataire de gauche et de réelles préoccupations dans le domaine de l'environnement où nos actes ne servent pas toujours nos intentions, dans une période où l'on a beaucoup parlé de reprise économique ce qui tend à donner une importance grandissante aux questions de "cadre de vie". Nous devons être particulièrement attentifs à ces questions, en intégrer toutes les dimensions mais aussi et surtout plus exigeant sur les actes.
L'affaire du pot d'échappement catalytique n'a pas été forcément une bonne

Collection Jean Jaurès

affaire pour l'environnement en général et l'image de la France en particulier. De même qu'un débat national sur l'énergie devrait pouvoir être organisé, comme cela a été fait dans les pays voisins et comme le souhaitent nos camarades de l'Isère.
Si nous devons, comme vient de le faire spectaculairement le Président de la République en étant le premier signataire de l'appel des 24, nous saisir de ces questions et passer aux actes, nous devons aussi, me semble-t-il, ouvrir un dialogue et un débat sur le fond : il n'est pas évident que la loi du profit maximum chère au libéralisme économique soit compatible avec les impératifs de la sécurité et de la protection de l'environnement. Un débat amical, certes, mais un débat tout de même, sous peine de voir s'accumuler les incohérences et les malentendus.
Le second phénomène, celui de l'abstention, est plus inquiétant. Il pourrait représenter un véritable danger pour notre démocratie, même si ces élections municipales ont enrayé le processus que nous avons connu lors du référendum et des dernières cantonales.
La répétition des élections tel que nous venons de le connaître a certainement participé de ce processus abstentionniste.
Notre premier secrétaire a initié un débat que nos récentes journées parlementaires ont largement entamé, sur le nécessaire regroupement des élections.
Mais il faut aussi noter que si une partie de l'électorat de gauche ne s'est pas mobilisé, c'est sans doute parce qu'elle est porteuse d'une attente à laquelle nous n'avons toujours pu ou su répondre.
Cette attente s'exprime à mon sens sur deux points - celui de l'emploi en premier lieu. La persistance d'un chômage de masse, même s'il commence à être endigué par l'action gouvernementale qui enregistre des résultats probants sur ce terrain, nous l'avons déjà noté, la persistance de 2 millions et demi de chômeurs, comme Fabius le faisait remarquer devant le groupe parlementaire, tend à transformer notre société en société à plusieurs vitesses et, comme il le disait dimanche dernier ou la semaine dernière plus exactement ceux qui sont exclus économiquement finissent par s'exclure politiquement en se réfugiant dans l'abstention.
La relative concordance des cartes des taux de chômage et de l'abstention parait confirmer cette thèse qui est grosse de dangers au moment ou une formation comme le Front National vient d'assurer son implantation dans de nombreuse municipalités.
Le deuxième point sur lequel s'exprime cette attente est celui du partage des revenus.
J'y faisais allusion il y a un instant et n'y reviendrai pas si ce n'est pour dire que la théorie de la dissociation du social et du politique, qui s'est faite jour récemment me paraît à la foi fausse et dangereuse. Rien ne prouve en effet - il faudra y regarder de plus près - qu'une partie de l'abstention ne constitue pas justement le lien entre le social et le politique qui aurait pu échapper à des observateurs distraits. Mais surtout, s'il peut s'avérer exact que la

Coll. Fondation Jean Jaurès

configuration politique du moment n'offre pas d'alternative crédible à l'attente sociale qui peut exister, il serait - je le dis en pesant mes mots - totalement irresponsable et surréaliste, lorsqu'on est Socialiste, d'en faire une règle de conduite qui conduirait à la négliger.
D'autres domaines, comme il en était question lors des journées parlementaires, doivent retenir notre attention. Mais je ne les évoquerai pas puisque le premier secrétaire et les présidents de groupe parlementaire aborderont sûrement ce sujet. Je dirai simplement, pour ma part, qu'il me paraît important que la prochaine session parlementaire soit l'occasion, pour notre gouvernement, nos groupes parlementaires et notre Parti de donner aux forces progressistes de ce pays un certain nombre de repères clairs qui seront les bienvenus et qui ne pourront que nous aider à mobiliser notre électorat pour l'échéance du mois de juin. Nous n'aurons pas beaucoup de crédit, pour ne prendre qu'un exemple, à discourir sur le contenu social de l'Europe si dans le même temps, les salariés ne retrouvaient pas, à l'intérieur de l'hexagone un certain nombre de garanties sur la question des licenciements.
Chers camarades, l'Europe et les perspectives qu'elle offre au mouvement du progrès, la modernisation et son contenu social, la stratégie de rassemblement de toutes les forces de progrès autour de notre Parti, les formes organisationnelles que nous aurons à imaginer pour la mise en œuvre de cette stratégie et la réalisation de ces objectifs constituent pour nous de formidables défis auxquels il va nous falloir répondre, fort de nos succès et du temps qui nous est offert.
La mode, vous le savez n'est pas aimable avec les partis politiques, les idéologies et à la différenciation entre les forces du progrès et celle du conservatisme, différenciation qui paraît-il, serait devenue dépassée.
J'ai pourtant la conviction que dans les mois et les années qui viennent, le rôle de notre Parti à gérer les idées du progrès et sa capacité à les mettre en œuvre seront essentiels, n'en déplaise à tous ceux qui, comme le rappelait récemment le Président de la République - je le cite "Dénoncer l'idéologie est une façon commode et intéressée de gommer les différences pour ne rien changer au cours des choses."
Mais dans l'immédiat, nous devons unir toutes nos forces pour ajouter au succès des municipales un succès aux européennes pour la liste que conduira, après que nos militants l'aient ratifiée, notre camarade Laurent Fabius.
Notre force au lendemain de ces élections, après nos victoires des présidentielles, des législatives et les succès de l'action gouvernementale doit nous permettre d'ouvrir ce débat en toute sérénité, sans promettre l'impossible, mais en effectuant un certain nombre de choix qui s'inscrivent dans la grande tradition de la Gauche.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Henri Emmanuelli.
Je vous propose maintenant de donner tout de suite la parole à Gérard Fuchs

pour présenter le manifeste européen et au premier secrétaire qui doit ouvrir la discussion générale, après quoi nous aurons la discussion avec tous ceux qui veulent intervenir.
D'accord comme ça ?
La parole est à Gérard Fuchs.

Gérard Fuchs
Chers camarades, c'est un double plaisir pour moi de vous présenter, ce soir, notre projet de manifeste pour les élections européennes, d'abord parce que ce moment marque l'aboutissement du travail collectif engagé depuis le mois de septembre dernier, alors que la plupart d'entre nous se préparaient surtout, fort logiquement, aux élections municipales. Le document qui vous a été remis marque notre capacité à assumer, malgré ces conditions difficiles, la totalité de notre responsabilité politique.
Ensuite, j'avoue que mon plaisir se trouve plus que multiplié par le spectacle que nous offre aujourd'hui l'opposition. Va-t-elle présenter une ou deux listes aux européennes, pourquoi pas trois d'ailleurs ? Les anciens vont-ils l'emporter sur les modernes ou le contraire ? Tout est occasion de conflit, et ma satisfaction serait sans limites si je n'avais aussi le sentiment, un peu triste, qu'au bout du compte, c'est le débat sur l'avenir de l'Europe elle-même qui risque de faire les frais de tout ce remue-ménage.
Il est vrai que si l'opposition savait quoi dire sur l'Europe, sans doute ne se déchirerait-elle pas comme elle le fait, pour savoir quelle génération doit le dire.
J'en reviens au projet de manifeste et, pour commencer au contexte politique dans lequel il va s'inscrire.
L'élection du 18 juin sera, je pense, particulièrement importante pour quatre raisons.
Elle est d'abord, Henri Emmanuelli le rappelait à l'instant, en principe au moins, la dernière consultation générale avant trois ans. Le score des uns et des autres marquera, par conséquent, assez durablement notre paysage politique.
Nous sommes ensuite, toutes les enquêtes nous le disent, à un moment où l'opinion publique hésite, elle hésite entre le sentiment de la nécessité de l'Europe, très largement partagé et un certain nombre de craintes que la perspective de 1993 inspire semble-t-il à un nombre non-négligeable de catégories.
L'échéance sera donc importante, aussi pour faire reculer définitivement les courants passéistes et anti-européens que nous pouvons voir ressurgir dans notre pays.
Surtout nous sommes, je crois, à un carrefour décisif, concernant la nature de l'Europe actuellement en gestation : conservateurs et libéraux veulent imposer leur lecture de l'acte unique. Ils aimeraient réduire à la seule réalisation d'un grand marché ouvert à tous les vents du large où les forces économiques dominantes imposeraient leur logique sociale au politique, au

Coll. Fondation Jean-Jaurès

culturel.
C’est une logique que nous ne pouvons, bien sûr que refuser comme Socialistes mais aussi comme Européens car par les réactions de refus et de rejet qu’une telle orientation entraînerait, je pense qu’elle serait, en réalité, mortelle pour l’Europe.
Lorsque le Président de la République nous dit l’Europe sera sociale ou ne sera pas, c’est cette idée-là, je crois, qui essaye de faire avancer dans le débat politique et à très juste raison.
Enfin, nous devons avoir claire conscience que le nouveau Parlement européen élu le 15 juin aura bien plus de pouvoir que son prédécesseur de 1984. Là-aussi l’acte unique est passé par là. Nous devons expliquer à tous que la nature de la majorité future qui sera dans son hémicycle pèsera sur l’évolution dans laquelle s’engagera la Communauté. Nous avons là probablement un argument électoral nouveau que nous ne pouvions réellement mettre en avant en 1979 ou en 1984.
Sur le texte lui-même du manifeste je serai bref. Je pense que vous avez tous eu le temps de le lire ou du moins de le parcourir.
Il comporte quatre parties comme vous l’avez vu.
La première : l’Europe indispensable explique pourquoi, qu’il s’agisse d’emploi, de coopération technologique, par conséquent de sécurité et de paix - et là aussi la dimension de la France seule devient difficile à tenir - de luttes contre le sous-développement ou même de culture, la dimension européenne est, aujourd’hui inséparable de notre action politique.
La première partie explique pourquoi le maintien demain de l’identité de la France passe par l’affirmation aujourd’hui de l’identité de l’Europe.
La deuxième partie du manifeste explicite notre refus sans concession de l’Europe libérale. Nous avons soutenu, en tant que Socialistes, l’acte unique qui était une relance exceptionnelle de l’Europe engagée en 1985 par François Mitterrand à un moment où la construction européenne semblait elle-même complètement enlisée.
Nous sommes favorables au grand marché et à l’abolition des frontières intérieures de la Communauté au 1er janvier 1993 car nous pensons qu’un surcroît de dynamisme peut en résulter, générateur de croissance, générateur d’emplois, certains économistes vont jusqu’à chiffrer à 5 millions le volume d’emplois nouveaux qui pourraient être créés à comparer au 15 millions de chômeurs actuels de la Communauté, générateur de circulation des hommes et des idées. Mais, la mise en œuvre de ce grand marché ne saurait être pour nous inséparable de la réalisation des politiques communes volontaristes également prévues dans l’acte unique : politique sociale, je l’ai déjà évoquée, politique de cohésion régionale dans un ensemble plus vaste - les disparités risqueraient de s’accroître sans mécanismes correcteurs substantiels - politique de recherche et de technologie, politique de l’environnement, politique monétaire.
Cette orientation, ce n’est pas le grand marché mais le grand marché et les politiques volontaristes communes, et l’orientation sur laquelle, je crois, nous

nous battrons pendant la campagne nous conduit à réaffirmer notre conception politique valable pour l'Europe comme pour la France, c'est-à-dire la conception d'une action fondée d'abord sur des valeurs, celle des droits de l'Homme, particulièrement significative en cette année du bicentenaire, une conception fondée sur la volonté de créer les conditions concrètes de l'épanouissement de ces droits de l'Homme, et c'est en cela, bien-sûr que le Socialisme se différencie particulièrement d'autres courants politiques, fondée sur la conviction, enfin, que seule une maîtrise démocratique de l'avenir peut permettre un tel épanouissement.
Pour nous, l'Europe ne saurait se réduire à un mécanisme économique. Nous voulons une Europe politique, nous voulons une Europe des citoyens, nous voulons une Europe qui maîtrise son avenir.
La troisième partie du projet de manifeste est celle de nos propositions articulées, vous l'avez vu, autour de trois priorités : relever le défi de l'emploi, facteur essentiel bien sur de la cohésion sociale et également de la dignité de chacun ; développer un modèle européen de société, je crois que cet objectif nous permet de renouer avec notre histoire et nos racines, notamment en cherchant à étendre davantage au domaine économique et social, les principes de démocratie ; enfin, affirmation de l'identité extérieure de l'Europe en matière commerciale bien-sûr mais aussi de politique extérieure et de défense et de solidarité avec le tiers-monde.
Plutôt que de détailler ces points que vous avez vus ou lus, je souhaiterais souligner parmi d'autres trois différences majeures et concrètes qui séparent ces propositions de ce que l'on peut malgré tout savoir des réflexions en cours dans l'opposition.
Je prendrai d'abord l'exemple de la fiscalité. Nous considérons que le rapprochement des positions des 12 dans ce domaine est un préalable indispensable à la disparition des frontières intérieures de la Communauté. Mais, à la différence du RPR et de l'UDF, il n'est pas imaginable, pour nous, d'envisager je ne sais quel recul des recettes du budget qui avoisineraient les 100 à 150 milliards de Francs.
Pour nous, la paupérisation de l'Etat particulièrement dénoncée par le Premier Ministre, Michel Rocard serait synonyme, en réalité, de la paupérisation de ceux qui bénéficient de ces transferts, cela n'est pas quelque chose d'acceptable.
Un compromis européen devra être trouvé, resserrant la fourchette supérieure de TVA proposée par la Commission et conduisant chaque pays et pas seulement le nôtre à faire son bout du chemin nécessaire.
Deuxième exemple en matière d'intervention publique.
Nous pensons qu'une politique systématique de privatisation, de renonciation à l'intervention publique - que ce soit en France aujourd'hui ou demain en Europe - serait une absurdité pour quiconque prétend concourir à armes égales dans la compétition technologique engagée avec les Japonais ou les Américains.
Les Japonais, chers camarades, faut-il le rappeler, ont leur MITI qui est quand

Coll. Fondation Jean Jaurès

même quelque chose qui se rapproche assez de ce que nous appellerions chez nous un organisme de planification, les Américains ont un volume de commande d'Etat dans le domaine militaro-spatial qui est sans commune mesure avec ce qui peut se faire aujourd'hui en matière d'interventions publiques à Bruxelles.
N'en déplaise à Simone Veil que j'entendais s'exprimer, récemment, à Sept sur Sept et répondre à des questions de Catherine Trautmann sur ce point. Le jeu exclusif du marché ne ferait qu'enfoncer l'Europe dans la dépendance.
Troisième exemple et dernier, en matière de démocratie économique et sociale.
Pour le RPR, celle-ci, nous le savons, se limite à des formes de participations plutôt limitées d'ailleurs aux éventuels bénéfices des sociétés.
L'UDF quant à elle, proposera, semble-t-il, la vieille idée de négociation décentralisée au niveau des entreprises, ce qui, compte tenu malheureusement des réalités syndicales actuelles ne pourrait signifier que donner un avantage trop souvent décisif au patronat.
La proposition du manifeste est de soutenir le statut de société de droit européen actuellement en cours d'élaboration à Bruxelles et qui prévoit diverses formes possibles au choix, de participation des salariés mais cette fois-ci à la décision bien-sûr, sur les salaires, sur l'introduction des nouvelles technologies, sur les conditions de travail, sur la formation en particulier.
Notre ambition est, qu'à terme, ce statut ne soit plus une option facultative comme il est envisagé, aujourd'hui, et c'est logique, compte tenu du rapport de forces existant, au niveau de Bruxelles, mais soit progressivement généralisé; à toutes les entreprises, car pour nous, pour des raisons de dignité, depuis le début de l'histoire du mouvement Socialiste, mais aussi aujourd'hui pour des raisons d'efficacité, car je crois qu'une entreprise performante devra de plus en plus faire appel à la créativité de chacun, l'association des salariés à la décision économique demeure un objectif essentiel de notre projet de société.
Ces trois points - mais j'aurais pu en mentionner d'autres notamment dans le domaine de l'identité extérieure de l'Europe - feront certainement une part importante du débat qui nous opposera à nos adversaires politiques dans la campagne.
Dernière partie du projet de manifeste - cela me servira de conclusion - celle qui appelle au rassemblement des forces en Europe. Cette partie rappelle les fortes convergences qui existent aujourd'hui plus que jamais entre Socialistes, socio-démocrates et même Travaillistes britanniques en cours d'heureuse évolution sur ce point, au niveau de la Communauté. Nous pouvons être fiers d'être le seul courant politique à avoir au Parlement un groupe, le premier, faut-il le rappeler, composé d'élus des 12 pays de la Communauté européenne.
Ce groupe manifeste dès aujourd'hui une réelle capacité d'attraction du côté Communiste, je veux dire du côté de nos camarades du Parti Communiste italien, qui souhaitent vivement - vous l'avez vu à travers les journaux, ces

Collection Jean Jaurès

dernières semaines - resserrer leurs liens avec nous ; du côté des démocrates de progrès aussi, en tout cas du côté de ceux qui en Italie ou en Allemagne ont conservé des liens vivants avec le mouvement syndical.
A nous donc, avec l'ensemble de ces partenaires, de créer demain au niveau européen la majorité permettant d'orienter la Communauté dans le sens de notre volonté.
Chers camarades, je sais que le souci de beaucoup, ce soir, je le comprends bien, est peut être plus de listes que de programme...
(Murmures)
Vos "non" me rassurent je ne sais pas s'ils me feront changer d'avis. Je crois qu'il n'était malgré tout pas inutile que je parle également orientations, sachant que dès demain matin, c'est sur la base d'orientations qu'il nous faudra entrer en campagne, sachant qu'il appartient bien-sûr encore à notre débat intérieur d'améliorer et d'enrichir le texte que vous avez reçu. Je ne doute pas que ce soit fait encore de façon significative d'ici à notre convention du 23 avril.
Ensuite, il nous restera 8 semaines pour convaincre que la seule grande idée de l'Europe se trouve du côté Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Gérard Fuchs. Je donne la parole immédiatement à notre premier secrétaire, Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy
Mes chers camarades, nous reprenons nos habitudes. C'est vrai qu'il y a un certain temps que nous n'avons pas eu de réunion du Comité directeur... mais nous nous sommes réunis en Convention, naturellement, pour préparer les municipales.
Là, nous reprenons notre rythme et, si la réunion d'aujourd'hui est spécialement consacrée aux élections européennes, je crois qu'il est indispensable de faire un peu de politique générale, même si on doit le faire rapidement.
Je voudrais d'abord revenir sur les enseignements des municipales. Cela vient de vous être dit, mais je crois que c'est un événement suffisant pour qu'on y revienne rapidement.
Les résultats des municipales, vous les connaissez : c'est une victoire du Parti Socialiste, c'est une victoire du gouvernement, c'est une victoire de tous les Socialistes.
Les chiffres ont été donnés. Le Parti Socialiste gagne 64 villes de plus de 9 000 habitants, 14 villes de plus de 30 000 habitants, 9 villes dans la catégorie de 20 à 30 000 habitants et 41 villes dans la catégorie de 9 à 20 000 habitants.
On a répété une formule qui est juste : le Parti Socialiste réalise la meilleure implantation de son histoire, il consolide ses zones d'enracinement dans le Nord, confirme sa poussée vers l'Ouest - tout à l'heure, Henri Emmanuelli m'a dit qu'il avait oublié Quimper... alors, je salue la victoire à Quimper !

Coll. Fondation Jean Jaurès

(applaudissements) - poussée vers l'Ouest qui n'est pas nouvelle mais qui se trouve confirmée, effectue (et cela, c'est nouveau) une poussée vers l'Est, enregistre de gros succès dans le Centre et s'implante dans plusieurs grandes villes du Midi.
Deux nuances que vous connaissez peuvent être apportées.
Nous recueillons moins de voix qu'en 1983. C'est paradoxal, mais c'est comme cela. Cela signifie que si nous avons une belle récolte de villes, au niveau des voix il y a encore du travail à faire. Il ne faudrait donc pas se satisfaire de ce résultat comme d'un excellent résultat, car ce n'est pas bien sur ce plan-là. Si c'est très bien au niveau de la récolte des villes, c'est moins bien au niveau des voix.
Et puis, des difficultés existent dans le sillon rhodanien, dans la région Rhône-Alpes. Ce sera à analyser : pourquoi rencontrons-nous des difficultés dans cette région qui n'est pas une région très typée en France, qui est une des plus modernes ? Et puis, il y a bien sûr Paris et Marseille... mais faut-il parler de Marseille ?
Sans revenir en détail sur l'ensemble des résultats, moi, je voudrais faire deux remarques.
C'est la victoire incontestable d'une stratégie, d'une stratégie non seulement juste, mais d'une stratégie efficace, et c'est, bien sûr, la victoire aussi du Parti Socialiste.
Stratégie juste, stratégie efficace.
Mes camarades, à l'extérieur - certains même dans le Parti - on a pu dire qu'on était agacé par ces conversations avec le Parti Communiste. Est-ce que vous pensez que votre premier secrétaire, est-ce que vous pensez que Marcel Debarge, est-ce que vous pensez que tous ceux qui ont mené ces négociations n'ont pas été agacés ? C'est peu, de dire agacés !
Mais le véritable problème n'était pas d'être agacé, il était de tenir, il était de faire en sorte que nous puissions imposer la stratégie qui était la nôtre, et je crois que, sur ce plan-là, nous avons réussi.
Le Parti Communiste est un Parti Communiste en déclin, un Parti Communiste qui, par conséquent, perd sa cohérence.
Nous nous sommes trouvés devant des responsables Communistes incohérents : incohérents lorsqu'ils ne voulaient pas discuter avec nous sur le plan national, alors qu'ensuite nous avons eu à plusieurs reprises cette discussion nationale.
Incohérents lorsque nous avons eu les dernières négociations et avec l'attitude qu'ils ont prise en ce qui concerne Sarcelles. Ils voulaient défendre le rassemblement de gauche, être les meilleurs sur ce plan là, et vous savez de quelle manière ils ont agi et réagi à Sarcelles.
Je voudrais qu'on applaudisse le bon combat qui a été mené par Dominique Strauss-Kahn.
(Applaudissements)
La question est de se demander très simplement, si nous avions généralisé les primaires, dans quelle situation nous serions aujourd'hui ?

Coll. Fondation Jean Jaurès

Eh bien ! moi, je dis tranquillement que, s'il y avait eu une généralisation des primaires, si on avait dit : "Après tout, il n'y a pas moyen de discuter avec eux... après tout, pourquoi ce mois de gel... après tout, pourquoi les recevoir... pourquoi ces discussions sans fin ?"... je suis persuadé que nous n'aurions pas enregistré le beau succès du Parti Socialiste.
Il faut savoir ce qu'on veut. Si on veut être efficace et avoir un beau succès, je crois qu'il faut s'en féliciter. Quant aux péripéties que nous avons dû subir pour arriver à ce résultat, elles sont dans la logique d'un parti qui décline, d'un parti qui est en difficulté. Comme certains d'entre vous, j'ai eu dans ma ville quelquefois l'impression de ne plus rencontrer les membres du Parti Communiste que nous connaissions, qui étaient déjà difficiles... qui ont toujours été difficiles. Parfois, effectivement, j'ai eu l'impression de me trouver devant des sortes de "Gardes Rouges" et je me suis quelquefois demandé si, véritablement, ils voulaient la victoire avec nous.
Mais cela, c'est une difficulté qui est celle d'un parti qui s'affaisse et qui nous réservera, bien sûr, d'autres difficultés.
En tout cas, je veux mentionner - c'est cela qui est le plus important - le résultat d'une stratégie qui a été la nôtre. Ce rassemblement à gauche est une nécessité, c'est la condition de la victoire mieux assurée et, sans cet accord, eh bien ! nous n'aurions pas eu les résultats qui ont été les nôtres.
J'ajoute que le rassemblement à gauche est la condition, d'une certaine manière, de l'ouverture la plus large et que notre victoire est également celle de l'élargissement, elle est celle du rassemblement, celle de notre capacité à intégrer des personnalités nouvelles au sein de nos listes, et nous l'avons fait dans les différentes villes.
Cette victoire est celle du Parti Socialiste, bien sûr, et elle est celle du gouvernement ; nous l'avons tous dit et je l'ai dit comme premier secrétaire.
Mais à ceux qui n'ont pas voulu laisser cette victoire au Parti Socialiste, le lendemain et dans les quelques jours qui ont suivi le scrutin, tout simplement parce qu'il y avait, ici ou là, des rebelles et des indisciplinés, je dis tout de même que, dans 95% des cas, pour ne pas dire 100%, ce sont bien nos militants, ce sont bien nos élus, ce sont bien nos responsables qui se sont présentés dans les différentes villes, et s'il faut déplorer ces indisciplines, je crois tout de même que ces indisciplines ne doivent pas faire oublier que, pour l'essentiel, dans l'écrasante majorité des cas - la presque unanimité en pourcentage eh bien ! le Parti Socialiste a été discipliné.
On a voulu en faire une critique contre les partis. J'observe d'ailleurs que dès le soir ou le lendemain des élections beaucoup de commentateurs sont revenus sur leurs premières analyses et ont confirmé qu'en ce qui concernait le Parti Socialiste, ce n'était pas seulement sa victoire, mais c'était la victoire d'un parti qui avait été capable de renouveler ses hommes, qui avait été capable d'adapter sa stratégie et de discuter avec un Parti Communiste qui n'était pas facile, un parti qui avait été capable aussi de moderniser ses idées.
J'ajouterai, en ce qui concerne la victoire du Parti Socialiste, que pour une formation politique qui a été capable de gagner les élections municipales de

Coll. Fondation Jean Jaurès

1977 comme on les a gagnées, avec la génération des "sabras" - vous vous souvenez de l'écho de cette victoire de 1977 et comment, finalement, la victoire des municipales de 1977 avait préparé une autre victoire, qui était celle de 1981 de François Mitterrand, qui a été notre victoire - eh bien ! la victoire des municipales de 1989, son ampleur, la manière dont des Socialistes d'une quarantaine d'années - quelques-uns d'entre eux n'ayant pas 40 ans - sont arrivés aux fonctions importantes de maire, dans des villes qui sont importantes, montrent assez la capacité de modernisation, la capacité de renouvellement de notre parti.

Je voulais le souligner.

Des indisciplines ? Sûrement. Moi, je le dis au Comité directeur, il y a des Socialistes qui ont été indignes du Parti Socialiste, car c'est être indigne du Parti Socialiste que de se faire élire avec la Droite contre la Gauche, contrairement aux orientations qui sont celles du Parti Socialiste depuis vingt ans maintenant.

On nous dit : il y en a eu beaucoup... Il y en a toujours, rappelez-vous toutes les élections... Nous avons fait notre travail, nous les avons mis en dehors du Parti et j'espère que le Comité directeur appuiera sa direction en disant qu'il n'est pas question de "jouer l'opérette" avec eux et de les faire rentrer dans le Parti la semaine prochaine ou dans un mois!

(Applaudissements)

Ceux-là qui, manifestement, n'ont pas suivi la stratégie du Parti Socialiste, ont délibérément essayé d'obtenir un siège, ont obtenu ce siège ou ont obtenu une mairie, contrairement à nos engagements, contrairement à notre stratégie, contrairement à tout ce qui avait été annoncé, ceux-là n'ont pas à avoir leur place dans les prochains mois dans le Parti Socialiste.

Le cas de Marseille.

Nous avons eu des difficultés à Marseille... Je veux simplement dire que la Commission des fédérations, qui est une Commission où sont toutes les sensibilités, se réunira dans une réunion exceptionnelle qui sera élargie - je la présiderai -et nous examinerons la situation qui a été créée par notre fédération à Marseille. Ne pas confondre d'ailleurs les Bouches-du-Rhône avec Marseille, dans la mesure où finalement, en dehors de Marseille, je crois que la campagne s'est déroulée normalement, en tout cas, les résultats sont tout à fait normaux ; à Marseille, il y a certainement un certain nombre de difficultés et il faut, avec nos camarades marseillais, essayer de voir comment nous allons faire face à une situation qui est très difficile. Je crois que, très simplement, nous nous réunirons et nous arriverons certainement à un certain nombre de propositions. Nous reviendrons devant vous... Nous n'allons pas montrer une précipitation très grande, en tout cas pas devant tous ceux qui viennent avec une radio, qui viennent avec une télévision, qui nous disent : "Et à Marseille ?..." et qui oublient tous les autres problèmes, en particulier nos résultats à l'occasion de ces municipales ! Nous nous occuperons des problèmes de Marseille, nous le ferons en responsables, nous le ferons avec vous - mais pas spécialement aujourd'hui - nous le ferons avec le calendrier

Collection Jean Jaurès

que le Parti se fixera dans ce domaine.
J'ajoute que les élections municipales, ce ne sont pas seulement des résultats, ce sont aussi des engagements.
Je crois que le Parti a pris des engagements. Jean-Marie Cambacérès et d'autres avaient beaucoup travaillé en ce qui concerne le manifeste. On en a parlé... c'est d'ailleurs notre manifeste qui a pu animer cette campagne, puisque les autres étaient pratiquement absents ! On n'est pas obligé de l'appliquer demain ou après-demain, mais je crois que dans les six ans qui viennent il est absolument indispensable de mettre en application un certain nombre d'idées.
La première idée, c'est le regroupement des élections, bien sûr, mais cela, le ministre de l'Intérieur, Pierre Joxe, y pense ; on a eu des conversations sur ce sujet, il fera donc des propositions. Elles entraîneront sans doute un certain nombre de dispositions en ce qui concerne les modes de scrutin, mais ce ne sera pas le plus difficile.
Ce qui est insupportable, c'est finalement, dans les grandes villes, la dérive sociologique droitière. De plus en plus, les grandes villes se vident au profit de la banlieue, banlieue immédiate ou quelquefois banlieue lointaine, des couches populaires et parfois des classes moyennes.
Le Parti ne doit pas se préoccuper de ces problèmes uniquement pour des raisons électorales, encore que, si on n'y prenait garde, dans les vingt ans qui viennent - et même bien avant - on assisterait à une évolution, à savoir que ce qui se passe à Paris pourrait se généraliser dans d'autres grandes villes.
Mais ce qui est intolérable, c'est que, dans une démocratie comme la France, la ville ne soit pas la ville de tous les groupes sociaux. Moi, je ne suis pas pour une ville qui soit uniquement celle des classes moyennes et celle des classes populaires, elle doit être aussi celle de la bourgeoisie et de ceux qui ont davantage de moyens, mais ce qui est intolérable, c'est cette évolution qui fait que certaines villes, dont la capitale, sont ouvertes essentiellement à la bourgeoisie, à ceux qui ont des moyens à ceux qui ont de l'argent, et se ferment de plus en plus aux classes moyennes et aux classes populaires. Cela, c'est intolérable !
(Applaudissements)
Il faut y apporter un remède.
De la même manière, il est absolument indispensable, par des formes sans doute renouvelées, modernisées, plus efficaces de coopération intercommunale, d'établir une relation plus forte entre les villes-centres et les banlieues.
Nous avons quelques idées. Ce n'est pas ce soir que nous allons les reprendre, mais enfin je voulais le mentionner.
Au fond, ces élections municipales nous amènent à une grande réforme, dont on a dit que c'était une des plus grandes du septennat - le président François Mitterrand a même dit que c'était la plus importante de son premier septennat - la décentralisation.
La poursuite de la décentralisation amène une politique d'aménagement du

territoire. C’est un grand champ qui est ouvert dans les six prochaines années, on aura à y travailler et, en particulier, oui, nous sommes beaucoup à penser - en tous les cas, le Parti Socialiste l’a pensé - que nos régions étaient en général trop petites et qu’au moment où nous allons être confrontés au problème européen, il y avait sans doute nécessité d’en venir à 11 ou 12 régions.
Je crois, mes camarades, que la décentralisation - cela, ce n’était pas tout à fait prévisible - a favorisé grandement le département. C’est un fait. La région, actuellement en France, manque de souffle. Il faut qu’elle reprenne de la hauteur, il faut qu’elle ait du champ, il faut sans doute qu’elle ait un plus vaste territoire, il faut à tout prix que, sur ce plan-là, nous lui redonnions une force.
Je crois qu’il faut bien y réfléchir. Il faut lui redonner cette force et on lui redonnera cette force en lui donnant de l’espace et en diminuant par conséquent le nombre de régions.
Oh ! Ce ne sera pas facile. On ne va pas se précipiter du jour au lendemain sur un problème comme celui-là, mais nous pourrions en discuter à l’intérieur du Parti et la proposition que je fais - je souhaite qu’elle soit reprise par le Comité directeur - ce n’est pas d’en discuter dans une Commission ouverte, avec le gouvernement et notre groupe parlementaire, c’est d’y associer sans doute toutes les parties prenantes, mais dans une Commission interne au Parti, de façon que nous puissions travailler dans le calme, sans publicité, et que nous puissions faire avancer un certain nombre de dossiers.
Il appartiendra, le moment venu, quand il le désirera, quand il le jugera utile, au gouvernement de se saisir des propositions que nous aurons pu préparer les uns et les autres.
Voilà en ce qui concerne les municipales.
La rentrée parlementaire.
J’imagine que, tout à l’heure, le président du groupe parlementaire à l’Assemblée Nationale et le président du groupe parlementaire au Sénat vont, l’un et l’autre, s’exprimer sur la rentrée parlementaire. Comme premier secrétaire, je vais simplement dire qu’effectivement nous allons avoir un dialogue - et un dialogue qui ne sera pas toujours facile -avec le gouvernement.
Sur le plan, il paraît normal - et le groupe parlementaire s’est déjà saisi de cette question - que nous puissions faire un amendement au document qui nous est présenté. Cela paraît tout à fait normal.
C’est vrai pour le plan, c’est vrai en ce qui concerne le logement. En ce qui concerne le logement, il y a eu de nombreuses réunions, on a parlé partout du logement, on a parlé partout de la loi Méhaignerie. Il est absolument indispensable maintenant d’apporter des transformations à cette loi.
Comment ?
Notre volonté, ce n’est pas de croiser le fer avec le gouvernement, comme certains le disent. Notre volonté, c’est d’avoir un dialogue vrai avec le gouvernement. Il est naturel que le Parti, que son groupe parlementaire puisse

avoir un dialogue. Je sis persuadé qu'on se dira ce qu'on a à se dire, qu'on avancera, et c'est cela l'essentiel, car je suis persudé que sur le plan du logement, les Français et les Françaises attendent de nous un certain nombre de modifications à cette loi, un certain nombre de transformations. Ils attendent de nous la possibilité de se loger à un prix correct, et donc des modifications importantes.
C'est vrai pour le logement, c'est vrai pour le plan, c'est vrai aussi pour bien d'autres questions. Mais j'imagine qu'elles ont été évoquées lors des journées parlementaires, et tout à l'heure les responsables des groupes vous en parleront.
Une rencontre a fait beaucoup de bruit, c'est la rencontre prévue avec Arafat. Doit-on être surpris d'une telle nouvelle ?
Il y a une explication à donner à nos propres camarades, et au delà à notre électorat, ou à une partie de notre électorat. « La France est du petit nombre de pays qui par leur position, par leur poids historique, leurs amitiés, leurs intérêts, ont de longue date été désignés comme les interlocuteurs traditionnels des peuples du Proche Orient. Elle entretient avec la plupart d'entre eux d'actives et bonnes relations. »
Ces phrases, qui mieux qu'un grand discours définissent la cohérence de notre politique internationale, datent de mars 1982, elles ont été prononcées par François Mitterrand lui-même depuis la tribune de la Knesset lors du premier voyage officiel effectué par un Président français dans l'état hébreu. Il n'y a pas pour la France d'interdit. Son devoir est de tenir toujours et partout le même langage. Rappelons-nous cette phrase qui prend encore aujourd'hui davantage d'actualité. Cohérence, équilibre, dialogue, la politique internationale de la France définie et appliquée depuis 1981 par François Mitterrand répond à ces critères, et pour le Proche-Orient, le dialogue a toujours été notre conduite dès lors qu'était levé le préalable de la reconnaissance par l'état palestinien du droit à l'existence et à la sécurité d'Israël dans des frontières sûres et reconnues, ce qui n'a pas bien sûr été le cas pendant longtemps, très longtemps. Mais il est clair que des événements sont intervenus, le Conseil national Palestinien d'Alger, et qu'il y a eu une incontestable évolution.
Oui, le peuple français est l'ami du peuple d'Israël. Cette phrase de François Mitterrand a résonné aussi à Jérusalem il y a sept ans. Alors qui mieux que lui, comme Socialiste a aidé à la naissance et à l'existence de l'état hébreu ? Qui plus que lui peut se poser en interlocuteur respecté, passionné du dialogue et de la compréhension entre ces peuples vivant sur la même terre et aujourd'hui en guerre ?
Je crois que le Parti se doit de donner l'explication, de revenir sur cette visite, de façon qu'elle soit comprise.
Tout à l'heure Henri Emmanuelli a parlé de la défense des droits de l'Homme, de l'affaire Rushdie. Je m'étais indigné, je veux le refaire aujourd'hui devant vous. Il y a quelques jours un chef religieux a froidement été assassiné en Belgique. Devant une telle situation, devant ces meurtres, on

Collection Jean Jaurès

ne peut pas adopter de position mitigée, il faut dire non, bien entendu, et il faut se mobiliser !
Cette affaire était tout à fait intolérable, comme était tout à fait intolérable cette condamnation à mort pour ce que l'on a appelé un délit d'idée.
Intolérable, cet appel au meurtre lancé à Paris même, et place de la République ! Intolérables aussi des amalgames entre la religion et la trahison même de cette religion !
Intolérables enfin ces éditions entravées, ces spectacles menacés, ces crimes ignorés !
Il fallait réagir, les Socialistes l'ont fait et le feront chaque fois qu'un tel problème se posera.
J'en arrive aux problèmes d'actualité, et notre problème d'actualité, ce sont les européennes.
En effet, les européennes, c'est un peu l'organisation de notre emploi du temps. Je regrette un petit peu que tout cela fasse des débordements dans la presse, comme si on ne pouvait pas s'attendre à ce que les uns et les autres s'expliquent gentiment et fixent leur calendrier. Bien sûr, nous sommes des passionnés du Congrès ! Il n'y a pas ici ceux qui aiment avec passion les Congrès et ceux qui ne les aiment pas.
Tous ceux qui sont ici souhaitent un Congrès et souhaitent le préparer dans les meilleures conditions. Bien.
Alors comment les problèmes se sont-ils posés ?
Les problèmes se sont posés de la façon suivante : élu premier secrétaire, j'ai pensé, et on en a discuté entre nous, qu'il était indispensable, parce que le Parti l'attend
et qu'il s'est passé beaucoup de choses depuis 1981 après avoir été toujours dans l'opposition, nous sommes... je ne veux pas dire toujours, mais nous sommes quand même depuis des années au gouvernement, même s'il y a eu un petit intermède qui permet de faire la différence. Alors il faut en tenir compte. Il faut en tenir compte au niveau de nos textes, au niveau sans doute de nos déclarations de principe.
Bref, il faut avoir la possibilité de discuter à l'ordinaire dans le cadre d'un Congrès ordinaire, mais aussi de discuter dans le cadre d'un Congrès extraordinaire.
On peut remettre en cause un certain nombre d'orientations qui nous viennent d'hier, qui nous viennent du passé, c'est cela la modernisation, c'est cela la rénovation, d'autant que nous avons ouvert toutes les procédures depuis notre Congrès de Toulouse. Par conséquent nous pouvons tenir ce Congrès extraordinaire. Et sitôt élu premier secrétaire, je me suis dit : bon, Congrès ordinaire, octobre. Nous avons un cycle, tous les deux ans; à Lille on avait avancé de trois mois. Il fallait sortir des élections européennes. Donc octobre.
J'avais lancé l'idée, qui a été adoptée et retenue par le Parti, qui a eu, vous le savez, la faveur de nos militants, d'un Congrès extraordinaire au printemps 1990, Congrès extraordinaire pour nos problèmes idéologiques, nos problèmes doctrinaux, nos problèmes de modernisation, nos problèmes de

Coll. Fondation Jean Jaurès

rénovation. Si véritablement on veut régler ces problèmes, tout au moins tous ceux qui en parlent, on se donne rendez-vous pour pouvoir les traiter au printemps 1990.
Et puis nous avons eu notre calendrier, calendrier des municipales, calendrier maintenant des européennes. Je vais en parler.
Prenez le calendrier des européennes. Je pense que là c'est un souhait commun, celui de Laurent Fabius, le mien et j'imagine celui de vous tous, qu'on se jette derrière notre candidat et avec ceux qui vont être retenus dans la bataille des européennes, mais qu'on n'en reste pas à nos problèmes internes qui sont légitimes dès lors qu'on prépare un Congrès.
Vous voyez fort bien, à partir d'un petit glissement, déjà le tohu-bohu dans la presse. Alors avoir un tohu-bohu comme cela pendant les semaines qui suivent, tout le mois de mai, tout le mois de juin, je ne sais pas si c'est la meilleure façon de faire un beau score aux européennes. Et puis je ne sais pas ce que ces problèmes viendraient faire, dans la nécessaire mobilisation autour des idées européennes.
Alors il est légitime que celui qui aura la responsabilité de conduire notre liste, que ceux qui seront sur cette liste et qui mèneront ce combat, et que tout le Parti qui sera mobilisé, il est tout à fait légitime qu'on soit à la campagne des européennes et à rien d'autre.
Si vous acceptez cette idée, on fait les européennes,; cela se termine fin juin. Pas question de déposer des textes fin juin, sauf ceux qui auraient la capacité de faire des textes comme cela sans pouvoir en discuter. Les textes demandent tout de même une certaine préparation.
J'ai fait un petit projet que je vais exposer devant vous. La première date utile à laquelle on peut déposer un texte, c'est le 15 septembre. On a terminé les européennes, période de vacances ou période studieuse, période de vacances pour ceux qui n'ont pas de texte, période studieuse pour ceux qui en auront... bref, les textes sont déposés vers le 15 décembre...
(Mouvements divers)
S'il vous plait ! Je parle, et tout à l'heure vous ferez vos propositions, et j'espère que vous serez sérieux. En faisant ce décompte devant le Parti, je suis très sérieux !
Donc l'idée, c'est de dire : comment peut-on tenir un Congrès ordinaire en décembre et un Congrès extraordinaire en avril ?
Alors là c'est presque unanime, tout le monde a dit : non, dans ces conditions il faut un seul Congrès, un seul Congrès qui ait la capacité d'être ordinaire pour le renouvellement de la direction, et extraordinaire pour la doctrine, l'idéologie, et comme on a ouvert toutes les procédures, il appartiendra au Parti de se décider sur ce plan là.
Je regrette un peu la polémique telle qu'elle a été lancée dans la presse. Je ne veux pas polémiquer. On aura le droit de polémiquer les uns et les autres si on n'est pas d'accord lorsqu'on préparera notre Congrès. Cela, c'est légitime, mais je crois que ce sera suffisamment sérieux d'avoir ce grand Congrès que nos militants attendent, qui doit être préparé sérieusement, et que ce n'est pas

Coll. Fondation Jean Jaurès

la peine de nous laisser aller à des combats qui sont complètement subalternes et qui sont complètement dépassés.
Je dis que si vous prenez ce compte à rebours, vous avez nécessairement un Congrès, à la fois ordinaire et extraordinaire, entre le 5 décembre et, disons, le 15 avril, à une date qu'on ne doit pas fixer aujourd'hui, mais qui sera fixée par le Comité directeur du début juillet.
Arrêtons la date au Comité directeur de juillet. Est-ce que ce sera fin décembre, début janvier, février ? C'est le Parti qui le décidera, c'est vous qui le déciderez. Mais maintenant on peut dire, parce que je crois que c'est un souci qui est unanime, que l'on souhaite un Congrès à la fois ordinaire et extraordinaire, c'est clair, qui se situera entre le 15 décembre et le 15 avril, entre le 15 décembre et Pâques.
Voilà la proposition que je fais au Comité directeur, et il lui appartiendra de prendre une décision sur ce plan.
Les européennes : c'est notre tâche d'aujourd'hui. Je voudrais simplement cadrer le débat.
D'abord, avec une grande rapidité, nous avons décidé de notre tête de liste, et je crois que nous avons bien fait, cela a été souligné par la presse et c'est un élément important. Cela s'est fait le plus simplement du monde. Laurent Fabius est venu me dire qu'il serait candidat, volontiers candidat, s'il pouvait compter sur le soutien du premier secrétaire du Parti, et donc sur le concours du Parti.
Je lui ai dit : cher Laurent, immédiatement, c'est un concours total !
Et voilà dans quelles conditions Laurent Fabius est dès maintenant notre candidat. Je sais bien que la décision appartient à notre Convention, mais je sais que d'ici notre Convention, celui qui sera la tête de liste doit être associé à tous nos travaux. Nous le considérons comme notre candidat, en tous cas comme notre tête de liste, et c'est pourquoi ce soir, puisque nous parlons des européennes, je lui demanderai de venir à cette tribune pour participer au débat que nous allons avoir avec le Comité directeur.
En tous cas je veux lui dire que le Parti est entièrement mobilisé autour de lui et de l'ensemble des candidats qui seront les nôtres, pour une campagne que nous considérons comme très importante et difficile, et nous sommes persuadés qu'avec son talent, avec ce qu'il représente, avec son autorité, eh bien nous pourrons obtenir un excellent résultat.
Je le remercie d'avoir présenté sa candidature, et je pense que le Comité directeur pourra se féliciter dès aujourd'hui de l'unanimité avec laquelle le Parti se rassemble autour de celui qui conduira la liste et de tous ceux qui seront désignés pour être sur cette liste.
(Applaudissements)

Le président - J'invite Laurent Fabius à venir nous rejoindre à la tribune.

Pierre Mauroy - C'était les choses les plus faciles ! Les difficultés commencent.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Maintenant, nous avons Laurent Fabius en tête de liste, j'ai mentionné comment les choses se sont passées. Il faut organiser la suite. Cela risque d'être un peu plus compliqué.
Je vais simplement vous donner un certain nombre d'informations, ensuite il y aura le débat.
Première question : quand il y a des élections de cette nature et qu'on doit désigner les candidats, on se pose automatiquement la question de savoir où il faut se situer pour avoir des chances d'être éligibles, à partir de quel moment on est dans les rugissants. Bref, question classique.
On y a répondu. On en a discuté alors que les représentants des différentes sensibilités étaient réunis dans mon bureau. On a dit : "Il faut prendre la base 26". On peut prendre 27, on peut prendre 25. 26 donc, et au-delà des 26, les candidats de l'espoir. Là, on a décidé d'aller jusqu'à 32. C'est conventionnel, d'autant que je crois qu'au Parlement européen, le dernier appelé était le quarantième sur la liste.
Je ne pense pas quand même que les circonstances se prêteront à un tel mouvement. Retenez ces chiffres quand même. C'est une convention entre nous. 26 et au-delà 6 candidats d'espoir.
Sur ces 26, des listes de rassemblement. Une liste avec le MRG, une liste avec des démocrates, une liste avec des personnalités. Je ne m'étends pas sur ce sujet, nous en avons discuté, Laurent Fabius, moi-même et d'autres camarades responsables. Si Laurent veut aborder ce problème tout à l'heure, il le fera.
Nous comptons une liste de l'Assemblée, avec les formations que vous imaginez.
Nécessité d'avoir des personnalités. En ajoutant d'ailleurs que ce n'est pas aujourd'hui qu'on a vraiment besoin de se préoccuper de ces personnalités puisque, par définition, elles n'auront pas à être désignées par le Parti, sauf ratification de notre convention.
Nous allons donc jusqu'au 22, 23. Nous avons encore du temps. C'est juste pour savoir leur nombre. Alors, 5 ? 6 ? Si c'est 5, sur 26, cela fait 21 candidats à désigner dans cette portion d'éligibles par le Parti Socialiste. Les autres viennent ensuite. Chacun a bien compris.
Or, nous avons un groupe parlementaire et moi, je veux saluer tous les députés européens qui ont fait du bon travail, saluer Henri Saby qui a été leur responsable, qui a assuré une liaison efficace avec le Parti, qui a participé à toutes nos réunions... (Applaudissements)
Il y en a donc 20 ou 21 à désigner. Je propose 21.
18 sont sortants et souhaitent être renouvelés. Le Comité directeur estimera, je crois, que Claude Cheysson doit avoir sa place sur nos listes. Est-il une personnalité ? Est-il du Parti Socialiste ? Ne trichons pas. Si nous réservons cinq postes pour l'extérieur, personnalités ou formations politiques, c'est vraiment cinq personnalités ou cinq représentants (mouvements Radicaux de Gauche, démocrates) qui sont extérieurs à nous. Ne compliquons pas avec les personnalités Socialistes. Tous les Socialistes sont des personnalités.

Coll. Fondation Jean Jaurès

N’essayons pas d’ouvrir de faux débats. Je pense qu’on estimera que Claude Cheysson doit avoir sa place.
Et puis, je pense qu’on estimera qu’il est essentiel d’avoir un représentant des territoires d’Outre-mer. Je crois d’ailleurs que le Parti a organisé une rotation sur ce plan-là. Je crois que le tour est venu. C’est déjà le débat.
J’ai simplement voulu signaler que la tâche de ce soir n’était pas très facile. C’est le débat.
Ils méritent tous de continuer au Parlement européen. Et nous avons 440 candidatures. Lorsque 440 camarades, 440 Socialistes font acte de candidature, je crois que le Parti doit savoir aussi traduire un certain renouvellement. Le corps électoral le fait, le Parti doit savoir le faire aussi. Dans quelle proportion ? Ce n’est pas mon problème, c’est le nôtre, c’est celui de la soirée.
Je mentionne une dernière indication. Nous avons pris nos règles à calcul. Vous savez comment, en général, nous procédons pour arrêter les candidats, quelles que soient d’ailleurs les élections ou quels que soient les organismes statutaires.
Les calculs ont été faits sur cette base-là. Pour la sensibilité des amis de Michel Rocard, ils étaient trois, ils ne sont plus que deux. Tous les représentants des sensibilités ont été d’accord pour dire qu’ils auraient trois à cinq. Les amis de Jean-Pierre Chevènement, c’est plus difficile, ils sont cinq sortants. Les calculs nous disent : "Trois". Quant à la sensibilité AB, c’est douze, et si vous considérer que Laurent Fabius c’est fait, c’est onze.
On n’est pas obligé de suivre les calculettes. On peut peut-être en tenir compte. C’est déjà le débat.

Laurent Fabius - C’est treize.

Gérard Le Gall - C’est treize moins un.

Pierre Mauroy - C’est bien cela, 6 personnalités. Et 21. Voilà ce que je voulais dire aux uns et aux autres. Il s’agissait pour moi de communiquer ces informations. Il vous appartient maintenant de les utiliser. Vous allez vous exprimer. Je crois qu’ensuite le président de séance - et c’est lui qui préside nos travaux du Comité directeur - prendra les dispositions pour nous permettre de nous voir, les uns et les autres. Ensuite, en séance plénière, on pourra prendre nos décisions.
C’est un exercice difficile. On en a l’habitude. Je n’ai pas gardé un excellent souvenir de celui que nous avions fait, il y a cinq ans, je suis persuadé que ce soir, cela se passera sans doute mieux. En tout cas, je le souhaite. Il suffira, si nous avons des difficultés, de penser que ces difficultés sont quand même peu de chose à côté de la grande idée de l’Europe et du grand combat que nous allons mener, et de la nécessité de le gagner.
Merci.
(Applaudissements)

Collection Jean Daniel

Le président - Je vois que vous mettez beaucoup d'enthousiasme à aborder cette nouvelle phase de notre tâche de ce soir, c'est déjà très bien. Comme l'a dit le premier secrétaire, dans un premier temps, je vais donner la parole à ceux qui souhaitent s'exprimer. A un certain moment, nous suspendrons la séance, d'abord pour nous sustenter un peu, ensuite pour organiser les réunions nécessaires.
Je demande donc à ceux qui souhaitent s'exprimer, d'abord de le manifester, mais surtout de le faire le plus brièvement possible pour que nous puissions avancer dans des délais raisonnables.
J'ai déjà les inscriptions de Guidoni, Le Gall, Cambacérès, Fiszbin, Collomb, Debout, Mélenchon, Allègre, Richard. Je n'appelle pas à l'inflation. Nous partons avec cela déjà.
Ecoutez, le débat commence, alors je vous demande de ne pas partir. C'est quand même un peu extraordinaire ! Vous venez de manifester de l'enthousiasme pour le travail qui vous attend et vous vous levez pour partir. Je vous en prie, restez dans la salle, le débat commence.
Je donne la parole à Guidoni.
Je lui demande, comme à tous ceux qui s'exprimeront après lui, d'être le plus bref possible. Merci d'avance.

Pierre Guidoni
Chers camarades, je voudrais, après ce que nous venons d'entendre, parler de deux points et deux points seulement : le Congrès d'une part et le manifeste européen d'autre part.
Sur le Congrès, je voudrais marquer mon accord, notre accord, avec les propositions faites par le premier secrétaire, qui paraissent raisonnables et qui, je crois, sont assez faciles à déduire, comme il l'a fait lui-même, des données du calendrier politique de cette année.
Je donnerai à la fusion des deux Congrès, qui avait été à un moment prévue, le Congrès normal, ordinaire, politique et le Congrès extraordinaire et idéologique, des raisons qui ne seront peut-être pas exactement celles de Pierre mais qui conduisent à la même conclusion.
Il me semble, en effet, que l'expérience montre de plus en plus, dans la période actuelle, qu'il est très difficile de séparer l'idéologie de la politique. Et sans revenir sur les mois que nous venons de traverser, il ne serait pas difficile de trouver d'innombrables exemples qui montrent qu'en vérité la politique dépend de l'idéologie et qu'on fait la politique de son idéologie. Réunir ces deux discussions en une seule est, au fond, nous montrer capables de déduire ce que nous faisons de ce que nous pensons et me paraît un exercice normal, logique. L'exercice inverse me paraissant, lui, difficile à justifier devant l'opinion publique et plus encore devant nos militants.
Mais il faut que les choses soient claires et si nous prenons cette décision - et je souhaite que nous la prenions unanimement - il faut que ce Congrès soit un vrai Congrès. Il faut que ce Congrès permette à l'ensemble des militants du

Collection Jean Jaurès

Parti de dire ce qu'ils pensent et d'aller jusqu'au bout de leur pensée. Il faut que les vrais débats ne recoupent pas toujours nos clivages traditionnels, soient menés en toute clarté et nous permettent de clarifier les uns et les autres, peut-être mieux que nous ne le faisons aujourd'hui, ce qui nous unit et ce qui nous rassemble.
Rien ne serait plus fâcheux, à mon avis, que de faire ce grand exercice d'un Congrès qui soit à la fois idéologique et politique, qui réfléchisse sur nos valeurs et sur nos actes, et d'y aller dans les formes convenues, un peu compassées, qui sont depuis quelques années celles de notre vie interne.
Je vais aller jusqu'au bout de ma pensée, nous sommes entre nous : je me souviens de ce passage des Mémoires de guerre du Général De Gaulle où, à la libération, il convoque le président Herriot et il dit : «je lui ai proposé de contribuer avec moi à la reconstruction de la France, il me confia qu'il pensait se consacrer à la reconstitution du Parti Républicain.»
Nous avons tous ensemble engagé un immense effort de rénovation du Parti pour répondre aux attaques trop souvent lancées actuellement contre les partis en tant que tels et contre le notre en particulier.
Cet effort, nous devons le faire tous ensemble alors faisons le dans la clarté. Cette rénovation du Parti doit être l'œuvre commune ; elle me parait plus importante, Pierre, pardonne-moi, que la restauration du courant AB...
Mon deuxième point sera le manifeste européen.
Le manifeste européen est un texte dont j'ai peur qu'il ne retienne pas suffisamment l'attention, je ne dis pas du Comité directeur, je sais à quel point c'est pour vous tous le point central de cette soirée, de cette nuit, mais peut être des militants et de l'opinion.
Et pourtant, je crois qu'il y a aujourd'hui en France un niveau d'information sur la réalité européenne sur les vraies questions de la construction européenne qui permet de dire les choses et de prendre position sur les vrais débats et sur les vrais problèmes qui vont se poser devant nous. Il y en a beaucoup, l'actualité nous en apporte chaque jour.
Il y en a un qui retient particulièrement l'attention et qui a retenu la notre au point que nous en avons fait un amendement au projet de manifeste qui a été déposé devant le Bureau exécutif et qui, nous l'espérons, sera l'objet de l'attention des militants et sera rediscuté à la Convention nationale, je ne vais pas ce soir déflorer le débat de la Convention, d'autant plus que nous avons peu de temps. Je voulais simplement vous dire que l'élément central de la période qui vient, et parce qu'après tout c'est pour l'instant la seule décision concrète dans la perspective de 92, c'est la décision prise de la libération totale des mouvements de capitaux en juin 1990, deux ans avant la date officiellement prévue pour l'achèvement de la mise en œuvre de l'acte unique.
Libération des capitaux dont nous savons qu'elle entraîne la réduction, le secrétaire d'Etat au plan disait ce week-end, 15% d'abord, mais 0% ensuite, parce que l'Europe ne pourra pas tenir un taux particulier. Donc la réduction à 15% sûrement à 0 de la fiscalité de l'épargne avec les conséquences

inévitables que cela a sur le budget et en terme, je reprends l'expression du Premier Ministre, reprise tout à l'heure par Gérard Fuchs, de paupérisation de l'Etat.
Eh bien, cette libération des mouvements de capitaux peut être vraiment le seul élément concret réellement mis en œuvre en dehors des discours de cet immense projet du marché unique de la grande communauté sans frontières.
Et quelles en seront les conséquences ?
Les conséquences pour l'ensemble de l'Europe, on voit bien comment se met en marche l'engrenage libéral.
Les conséquences pour la France, et certains épiloguaient déjà sur les conséquences de politique intérieure.
C'est un vrai débat, c'est une vraie question.
A notre avis, cette mesure, dont on ne conteste pas le principe, cela fait partie de l'ensemble des dispositions prévues, mais elle ne peut pas être isolée, elle ne peut pas être prise sans qu'il y ait eu des contreparties réelles sur le plan de la monnaie, sur le plan de la politique commerciale, sur le plan de l'organisation même des rapports entre l'Europe et le reste du monde, et bien entendu nous devons en mesurer toutes les conséquences sur le plan de la fiscalité.
Nous souhaitons donc que cette négociation, qui sera très dure, soit reprise et menée avec la volonté d'obtenir des contre-parties et nous avons la conviction que c'est une affaire de rapport de forces comme toujours en Europe où les peuples ont toujours un problème de rapport de forces entre nation et Etat et il est nécessaire pour nous de fixer avec beaucoup de fermeté la position de la France si nous voulons répondre, équilibrer la fermeté que manifestent déjà dans l'autre sens l'Angleterre et le Luxembourg.
Il faut donc subordonner l'accord de la France à la libération complète des mouvements de capitaux en juin 1990 à toute une série d'éléments qui font partie des prévisions, qui font partie du marché unique, mais dont pour l'instant nous ne voyons pas à quel moment et sous quelle forme cela pourrait se concrétiser.
C'est pour nous la meilleure contribution que nous puissions avoir à la construction d'une véritable Europe sociale.
Problème central, il y en a d'autres, mais autour de celui là on voit bien comment se noue l'ensemble des contradictions actuelles de la construction européenne, on voit bien comment nous pouvons définir l'Europe que nous voulons face à l'Europe du laisser-faire, à l'Europe du libéralisme que nous ne devons pas seulement condamner dans des mots, mais que nous devons combattre dans les faits.
(Applaudissements)

Le président - Gérard Le Gall.

Gérard Le Gall
Trois points :

Collection Jean Jaurès

- Le Congrès,
- les municipales,
- les européennes.

Avec, en préalable, une petite remarque sur une mission qui m'a été confiée par l'intermédiaire de Pierre Guidoni, de représenter le Parti dans une mission de l'Internationale Socialiste à Tunis pour voir l'OLP que nous avons vue en Jordanie, en Syrie, en Israël, à Gaza, et je voudrais, non pas tirer les conclusions de ce voyage ce que nous ferons peut-être un jour au Bureau exécutif, d'autant plus que Pierre Guidoni va en Israël les jours prochains, mais donner un sentiment de trouble… comment dirai-je, de très grande difficulté, de… presque d'horreur de ce que j'ai vu à Gaza, car les Intifada, ce n'est pas seulement des enfants qui jettent des pierres, ce sont des bâtons qui cassent des bras et des jambes, et je crois que nos belles âmes - nous en avons beaucoup en France - qui ont fait en grande partie du thème des droits de l'Homme l'emblématique d'un grand problème politique, il faudrait les envoyer en mission à Gaza ou dans les territoires occupés... Pour l'édification d'une conscience universelle, c'est, si j'ose dire, quelque chose qu'il faut voir et je crois que la direction du Parti, Pierre l'a fait en évoquant le terrain politique et la venue d'Arafat, devra faire en sorte que nous en parlions, car ce qui se passe la bas mérite notre réflexion.

Je reviens à des considérations moins impliquantes au point de vue de la conscience politique.

Le Congrès, les municipales et les européennes, bien sur.

Sur le Congrès, pas d'attitude théologique vis à vis de la date, c'est un faux débat, à deux ou trois mois près, ce sont des aveux de faiblesse de je-ne-sais-quoi sur la politique, deux ou trois mois d'écart on réussira à se mettre d'accord. Mais là où je vous invite à plus de vigilance et plus de respect par rapport à notre calendrier politique, c'est-à-dire à la campagne que nous allons mener, et je ne doute pas que Laurent Fabius mènera une très belle campagne, c'est, de grâce, qu'il n'y ait pas d'interférence entre notre débat interne et cette campagne européenne.

Je me souviens qu'en 1984 un d'entre nous avait fustigé les chrétiens au sein du Parti, cela a eu des échos très fâcheux... bref, il faut que nous montrions un parti uni, un parti rassemblé derrière sa tête de liste, mais de grâce pas de début du Congrès et ce que j'ai vu ce matin à travers quelques-uns me rend quelque peu triste, parce que s'il fallait répliquer à cette interview, à ce texte, à cette annonce de document, d'argumentaire qui arrive dans les fédérations, j'ai envie de répondre, je souhaite le Congrès pour débattre, mais il y a un temps pour tout, le débat doit être permanent, mais la logique de Congrès doit arrivera son heure.

J'exprimerai un regret personnel de cette dissociation des deux Congrès, parce que j'étais de ceux qui avaient salué la proposition du Congrès idéologique... il est vrai, cher Pierre Guidoni, qu'il y a une intime fusion entre l'idéologie et la politique, mais enfin il y a aussi des simplicités du discours politique pour réduire l'idéologie à ce qu'elle n'est pas et un Congrès

idéologique que je voyais plus comme un immense colloque sur les problèmes de société. Bref, les choses sont lancées, c'est un progrès, je me range à la proposition du premier secrétaire.
Les municipales : trois paradoxes sur ces municipales.
Un succès du Parti Socialiste, a t-on dit, n'y revenons pas, on l'a dit les uns et les autres, malgré un recul de la Gauche, c'est moins bien qu'en 1983 et mieux en ville ; il n'est pas nécessaire d'être un spécialiste pour expliquer les choses, nous ne le ferons pas ici, parce que cela mérite mieux que des raccourcis ou des figures de rhétorique un peu rapides, mais je crois qu'il faut réfléchire a ce recul de la Gauche, 42,5 pour la Gauche, c'est trop peu, surtout après quelques mois où le rapport des forces était 50-50 ; je connais la nature de ces élections très localisées, il n'empêche qu'il y a là un vrai sujet de réflexion.
L'échec du Parti Communiste, malgré une bonne tenue électorale, car, mes chers camarades, il ne faut pas induire de la perte des villes du Parti Communiste un déclin en termes de voix.
Nous avons peut être perdu des voix et gagné des villes, mais le Parti Communiste a perdu des villes mais ici ou là il a gagné des voix, et je crois que nous pouvons féliciter la direction du Parti d'avoir été habile et lucide sur l'opportunité des primaires dans les villes Communistes comme dans les villes de droite, mais je ne veux pas polémiquer sur certaines attitudes dans certains départements, même si ce sont parfois des départements qui forment une seule ville.
Le troisième point, le plus important, c'est le triomphe de l'écologie, mais le triomphe de l'écologie, c'est le troisième paradoxe, il n'y a pas un triomphe électoral de l'écologie, il y a, ici ou là, de très bons résultats, ailleurs des résultats médiocres, parfois très inférieurs à ceux de 1977 ; c'est très frappant, par exemple, à Paris ou dans l'Est, c'est moins bien qu'en 1977.
En un mot, un phénomène écologiste sur lequel je vous invite à une certaine réflexion. Chers camarades, toutes choses égales par ailleurs, je souligne cette restriction de méthode, ne nous laissons pas empêtrer avec le phénomène écologiste comme la Droite s'est laissée empêtrée avec le problème du Front National. Il y a là un problème considérable. Les intentions de vote, 15, 16, 17%, bien sur, ce sera peut être beaucoup moins à l'arrivée, mais ce sera sans doute au-dessus de 10, attendons, mais nous avons là un problème à gérer politiquement et je voudrais vous inviter à ne pas jouer aux flatteurs vis-à-vis des écologistes, c'est un peu le discours dominant, c'est la tendance de dire : ils sont comme nous, mais ce sont, d'une certaine manière, des adversaires politiques qui se sont maintenus dans les villes, donc même si nous avons de la sympathie pour eux en termes personnels, ils se comportent, eux, en adversaires et se maintiennent ici ou là.
Il faut les traiter en adversaires, bien sûr, avec un régime différent selon le type d'adversité, mais il y a une réalité du fait écologique et je crois qu'il va falloir, non seulement en forme de discours assez banal sur le cadre de vie, etc., aborder sous l'angle théorique le problème de l'écologie, c'est-à-dire au

moment où le débat va porter dans ce Congrès extraordinaire sur l'économie mixte, voir les excès du libéralisme comme étant le terreau essentiel de ce qui va créer l'écologie, c'est-à-dire les nuisances.
C'est un vieux débat. Beaucoup de théoriciens écologistes, peu anticapitalistes, je le précise, avaient abordé le sujet. Je crois que nous allons devoir avoir une lecture un peu particulière de ce phénomène qui nous interpelle beaucoup. De grâce, pas de dissociation du phénomène social et électoral. Curieuse thèse, singulière thèse. Mes amis, nous aurons des occasions, dans les années à venir, de se féliciter que le mouvement social n'ait pas eu des échecs électoraux. C'est être singulièrement aveugle sur le rapport de force. Ici ou là, on peut le dire, mais je ne sais pas si on doit le dire ; il ne faudrait pas que cela devienne la base théorique d'une conduite gouvernementale, je n'en dis pas plus.
Troisième point : les européennes. Ce seront les troisièmes du genre. La première fut très difficile ; la seconde, très, très difficile. La troisième s'annonce beaucoup mieux.
La première fut difficile et la seconde aussi, avec, à chaque fois, le même symptôme, celui de l'abstentionnisme. Une élection très lointaine, bref le triomphe de l'aliénation politique des enjeux lointains, incompréhensibles.
Le schéma de l'abstention électorale : les jeunes, les femmes, les ouvriers.
Pour les deux élections, j'ai regardé tous les sondages de l'époque et les études pré et post électorales, c'est le même mécanisme d'abstention, celui qui a été observé encore lors du référendum. Je crois qu'il va falloir être très attentif. Il y a une géographie d'abstention européenne tout à fait spécifique sur laquelle il faudra que nous nous appesantissions.
La première était en deçà de nos espérances : François Mitterrand lui-même candidat : 23,9%, 1,5 point de moins qu'en 1978, un an après la fatalité de l'échec.
Le deuxième était à la mesure du contexte de l'époque. De grâce, entre nous, pas de comparaison rapide. On peut en faire, c'est ce qu'appelle l'esprit humain, quand elle n'est pas raison. Mais attention à la comparaison et à ses termes.
En 1984, je voudrais vous rappeler - mais chacun s'en souvient, même si on feint de ne pas s'en souvenir - que c'était la restructuration de la sidérurgie. Il faudra regarder les résultats dans le grand Est du pays, c'était le fameux débat sur l'école, je passe, c'était l'annonce par le ministre des Finances de l'époque, d'un budget de rigueur sans précédent par rapport aux mesures de rigueur juillet 1982 et post-municipales 1983. C'étaient les 6èmes assises des entreprises, les petites déclarations assassines de tel ou tel, dans nos propres débats internes, en pleine campagne municipale.
Le résultat, 20,7 ; + 3,4. Il y avait une liste ERE (?) qui occupait notre espace. Tout cela, c'est du 2 4%.
Aujourd'hui, chers camarades, le climat est tout à fait différent : la cote du Président est au zénith, la cote du Premier Ministre est très bonne, la cote du Parti n'a jamais été aussi élevée, sauf du temps de l'état de grâce, des six

Coll. Fondation Jean Jaurès

premiers mois. Tous les indicateurs d'opinion sont favorables.
Est-ce à dire que l'élection est facile ? Par nature, elle n'est pas facile pour la Gauche. Par nature, elle n'est pas facile pour les Socialistes, et si j'ajoute la concurrence des écologistes, sur un terreau idéologique en partie préparé par nous (sur la démission de l'idéologie du Parti, sur la place de la Gauche, la place respective de la Gauche et de la Droite et bien d'autres aspects) je crois qu'il va falloir être vigilant.
Naturellement, l'appréciation sur le score ne relève pas de la pure neutralité ; ce n'est pas un exercice spéculatif, c'est ce qui va ordonner notre travail de cette nuit car si l'on ne se fixe pas des objectifs électoraux, ceux qui vont être chargés, dans la Commission, de faire la liste, de la composer et de faire des barres, auront un exercice qui deviendrait tout à fait surréaliste.
Chers camarades, sur ces européennes, pas de barre trop basse, pas de barre trop haute. Nous ne ferons pas 25%. J'espère que nous ne ferons pas 25%, ce serait à peine mieux qu'en 1984. Nous ne ferons pas 37%, comme aux législatives et pas 34% pour François Mitterrand. Nous avons, d'un commun accord, entre le premier secrétaire, les têtes de liste et autres dirigeants, évalué la fourchette entre 28 et 31. C'est raisonnable et cela correspond assez bien à l'appréciation subjective que les uns et les autres se font. Même si nous devions nous tromper à la baisse comme à la hausse, ce chiffre va nous servir à ordonner notre travail, c'est-à-dire 25-26 élus, ce qui veut dire plutôt 31% que 28. J'attire votre attention là-dessus. Comme ce sont les sièges à la marge qui valent le plus cher, qui entraînent des débats jamais agréables, les plus âpres, il faudra être vigilant.
Les conditions de la victoire : partir unis et rassemblés, mais il… (illisible)… noms, sinon, rendez-vous compte que nous offrons 5 sièges sur 20 - c'est beaucoup, cela n'a jamais été fait, cela n'a rien à voir avec l'ouverture des législatives - 5 sièges gagnés, garantis à des gens dont certains sont proches de nous, dont d'autres ont eu des itinéraires un peu sinueux. Ils ne nous ont pas forcément critiqué publiquement, il faut avoir le pardon, naturellement et nous serons accueillants, mais il faut savoir le prix de ces 5 élus par rapport aux 3, 4, 5 camarades qui ne seront pas sur la liste et qui sont des sortants. Comme on le dit, ce n'est pas une figure de rhétorique, "ils ont mérité". C'est le problème, c'est la quadrature du cercle.
Je crois que le climat est nettement meilleur qu'en 1978 et 1984. Aussi, je souhaite très, très bon succès à Laurent Fabius.

Le président - La parole est à Fiszbin.

Henri Fiszbin
Je vais m'efforcer d'être le plus bref possible. Je voulais intervenir sur la question Communiste, pas parce qu'elle m'intéresse de très près, mais parce que je crois qu'elle continue à être, pour tout le destin de la Gauche en France et en Europe, une question capitale et que de notre capacité à lui apporter de bonnes réponses dépend largement le résultat de toutes les consultations

électorales et, si on prend un peu plus de recul, l'évolution de l'Europe.
En effet, c'est une réalité incontournable que l'existence en France de tout un peuple de culture Communiste, ancré autour de traditions de valeurs, d'habitudes, et qui se manifeste. Et puis, il y a cette donnée nouvelle, historique je crois, depuis 1978, d'une rupture entre une partie importante, grandissante de cette population, de cet électorat, qui se recoupe très largement avec le monde du travail, avec les habitants des cités populaires, qui s'est éloigné du Parti Communiste, s'en est rapproché, s'est intégré dans l'électorat, dans la mouvance Socialiste, plus ou moins régulièrement. Je ne suis pas sûr que nous ayons encore pris la mesure exacte de toute la nouveauté de cette situation et que nous ayons encore ou que nous ayons déjà réussi à y répondre complètement.
Entre autres, il y a ce point, que le Parti Communiste a été le représentant politique du monde du travail pendant des dizaines d'années. Il ne l'est absolument plus, mais il y a encore, je crois, un certain vide, parce que nous ne sommes pas encore parvenus entièrement à tenir ce créneau. Or, je crois que, dans une très large mesure, toutes les élections qui se sont déroulées depuis 1978 ont été, pour une bonne part, déterminées par le comportement de cet électorat populaire : cités populaires, monde du travail, qui s'est plus ou moins reconnu, qui s'est plus ou moins prononcé pour nous. Nous avons ensuite dû vérifier la courbe du résultat entre les élections présidentielles, législatives, municipales et notamment cet écart, à une période extrêmement rapprochée, entre les résultats des élections politiques et le résultat des élections municipales, notamment dans les municipalités dirigées par le Parti Communiste où apparaît la question.
C'est pourquoi je crois chose extrêmement importante l'existence maintenant, en France et en Europe, de tout un phénomène de rapprochement de militants élus, dirigeants de culture, de sensibilité Communiste, vers le Parti Socialiste vers la Gauche.
Le plus vraisemblable c'est qu'après les élections européennes, dans un délai incertain, mais je crois, rapproché, les députés du Parti Communiste italien seront membres du groupe Socialiste au Parlement européen.
Le plus probable est que l'évolution historique fait que le processus en cours de l'Union soviétique, avec la Perestroïka, en Hongrie, en Pologne, ce qui se passe en Espagne, ce qui se passe en Italie, ce qui se passe en France, fait que nous sommes en train de dépasser la facture historique intervenue en 1917 avec ce clivage profond entre le courant dit réformiste et le courant dit révolutionnaire et que c'est dans le sens d'une synthèse entre ce qu'il y a de meilleur dans toutes ces aspirations, dans toutes ces traditions du mouvement ouvrier, que se dégage la perspective du Socialisme de l'an 2000 en France et en Europe.
Je crois que pour les élections européennes, éminemment politiques, nous avons les meilleures possibilités de rassembler largement en France, cet électorat progressiste qui ne peut se reconnaître que dans notre liste, à la condition que, d'abord, l'orientation de notre campagne réponde à l'attente de

cette population, et secondement, que notre liste soit à l'image de ses aspirations.
Un mot sur l'orientation : je crois que le manifeste qui va être discuté, répond tout à fait, dans son ensemble, aux questions qui sont posées, mais dans la campagne électorale, nous aurons du mal à porter au même niveau toutes les idées et toutes les orientations contenues. Je crains que si nous ne menons pas suffisamment la campagne en profonde compréhension des inquiétudes, des aspirations de la force vive de la Gauche, de ce qui structure la Gauche, les populations laborieuses, les travailleurs, si notre campagne n'apparaît pas assez comme inspirée, avant tout, du souci de défendre et d'exprimer les préoccupations de ceux qui, aujourd'hui, sont les principaux frappés par les difficultés, les sans-emploi, les chômeurs, ceux qui ont des ressources insuffisantes, que si nous ne montrons pas assez que notre choix en faveur de l'Europe n'est pas un choix de contrainte, mais un choix dynamique parce que l'Europe est la chance de la France et que les premières victimes du déclin de notre pays seraient les travailleurs et les populations laborieuses, si nous ne montrons pas assez que l'Europe est un besoin, avant tout, pour les catégories les plus défavorisées et pas n'importe quelle Europe, que rien n'est joué d'avance et que c'est dans le sens d'une Europe sociale, progressiste, rassemblant les forces progressistes que peuvent être satisfaits les espoirs des plus défavorisés, si nous ne montrons pas tout cela comme position centrale dans notre campagne, j'ai peur que l'inquiétude qui se manifeste à juste titre dans les populations frappées aujourd'hui, laisse place aux campagnes acharnées - on peut s'y attendre - démagogiques et démobilisatrices qui seront développées ici et là, et notamment par le Parti Communiste.
C'est pourquoi je crois aussi que la composition de la liste est importante et je me réjouis infiniment de la volonté de démonstration, d'ouverture et de rassemblement que notre liste fera une fois de plus, mais il me paraît essentiel que cette volonté d'ouverture, de rassemblement, ne soit pas unilatérale et ne donne pas une image contraire à la réalité.
A cet égard, l'existence d'une sensibilité Communiste, proche du Parti Socialiste, dont les circonstances ont fait que, dans une large mesure, j'en ai été le représentant ou le symbole, l'existence de cette sensibilité là qui conduit aujourd'hui à ce que des militants Socialistes, - j'en suis - se réclament d'une sensibilité Communiste, l'existence d'un courant dans le monde du travail, dans le mouvement syndicaliste qui, à partir de données historiques Communistes s'est détachée du PC et se rapproche, s'inscrit dans le Parti Socialiste, est une donnée qui doit trouver sa place.
Je l'ai dit, je pense que, rapidement, le groupe Socialiste, au Parlement européen, comptera des Communistes italiens. Je crois qu'il serait tout à fait heureux qu'il compte aussi des militants Socialistes de culture Communiste. Merci.

Le président - Cambacérès et puis Mélenchon.

Jean-Marie Cambacérès

Chers camarades, j'essayerai d'être bref et le plus synthétique possible, d'autant plus qu'après les analyses du premier secrétaire et de Gérard Le Gall sur les élections municipales, je saute tout de suite à d'autres sujets.

Deux mots sur les européennes et le rôle du Parti.

Je crois que dans toute élection - on l'a vu aux municipales - il faut une ligne politique, un programme et des hommes et des femmes qui l'incarnent. Pour les européennes, il faut retrouver ce schéma.

La ligne politique, c'est le rassemblement des forces et des idées. Pour les européennes, c'est plus difficile parce que le Parti Communiste n'est pas sur notre liste.

Je crois qu'il faudra veiller - j'y suis particulièrement sensible - à ce que les signes de rassemblement se fassent aussi vers la Gauche politique, syndicale, et vers le monde du travail.

Sur le programme, il y a beaucoup de choses dans le projet du manifeste européen, mais justement, il y en a peut-être un peu trop pour le médiatiser au même niveau. Il faudra donc que notre message soit plus résumé et plus net.

A ce propos, je voudrais simplement dire qu'il faut sortir de la problématique : la politique européenne constitue-t-elle un abaissement de la souveraineté nationale ?

Je crois plutôt que les politiques européennes sont le prolongement dans le détail d'un acte majeur résultant de la souveraineté nationale, à savoir la volonté de construire l'Europe. Il n'y a donc pas d'alternative, c'est soit un retour en arrière par l'arrêt de la construction européenne et l'isolement de notre pays, soit la poursuite de la construction européenne, avec, bien sûr, les vigilances nécessaires en matière sociale, culturelle… La volonté de politique commune pour qu'il n'y ait pas que le grand marché, j'en suis tout à fait d'accord, mais ce sera forcément le résultat de compromis, vu les majorité européennes. Je crois donc que la création d'une Euro Gauche pourra en tout cas nous aider dans cette perspective. C'est ce qui est ressorti d'un colloque que le secrétariat national aux études tenait samedi dernier sur l'Europe et la justice, avec le garde des Sceaux ; c'est vrai que, sur le plan médiatique, j'avais beaucoup de concurrents par rapport à d'autres colloques, plus importants, qui se tenaient à la maison de la chimie…

Troisième élément : les hommes et les femmes.

Je crois que derrière Laurent Fabius, tête de liste, il faut que les suivants soient le plus connus possible. En ce qui concerne les sensibilités de notre Parti, je lui fais confiance, ce seront sûrement les meilleurs, mais en ce qui concerne les personnalités extérieures au Parti, je crois qu'il faudra faire attention qu'elles n'occupent pas simplement des places, mais qu'elles puissent apporter vraiment des voix.

Chers camarades, voilà ce que je voulais vous dire sur les élections européennes.

Deux mots maintenant sur le rôle du Parti dans la période qui vient.

La première session parlementaire a semblé parfois faire resurgir les mêmes

Coll. Fondation Jean-Jaurès

problèmes que de 1981 à 1986 : a-t-on un parti "godillot" ou un parti s'opposant au gouvernement ? Je crois que notre attitude doit plutôt être celle du Parti de la vigilance constructive.
En effet, quelles sont nos références ? C'est la lettre aux Français du Président de la République. On a vu déjà dans l'action gouvernementale l'impôt de solidarité sur la fortune, le revenu minimum d'insertion, la priorité à l'Education nationale... Mais les Socialistes en tant que tels, eux, ils ont les propositions qu'on avait faites pour les élections législatives et ils ont le manifeste Socialiste qu'on a eu pour les municipales. Je crois qu'il y a beaucoup de choses importantes dans ces textes qui peuvent répondre à l'attente de notre base sociale, sur le passage de la valeur ajoutée, sur les actions en faveur du logement social, sur le pouvoir d'achat notamment.
Dans la session qui vient, le Parti et le groupe doivent donc aborder dans cet esprit les textes qui vont venir en discussion ; d'ailleurs, nous l'avons dit aux journées parlementaires.
Je voudrais aller plus loin et penser aux propositions du manifeste qui ne viendront pas dans cette période mais qui devront bien venir un jour dans l'action gouvernementale: approfondissement de la décentralisation, révision de la compétence et du nombre des régions, révision de la compétence des départements, création et généralisation des Communautés urbaines d'un type nouveau, coopération intercommunale en milieu rural, réforme de la fiscalité locale, avec au moins l'introduction de la notion de revenu dans les bases de la taxe d'habitation et la péréquation de la taxe professionnelle, le statut de l'élu au moins pour le droit d'absence et la formation, la citoyenneté dans l'entreprise...
Voilà beaucoup de choses, camarades, que nous avons encore à faire dans les mois et les années qui viennent.
Alors, compte tenu de notre expérience, je crois que ce serait dangereux qu'il y ait de plus en plus de décalage entre les textes du Parti et l'action gouvernementale, ou entre les propos d'après congrès et la réalité.
En tant que secrétaire national aux études, je pense que le Parti Socialiste doit avoir une ambition collective légitime, à savoir veiller à ce que des propositions Socialistes soient peu à peu appliquées par les Socialistes. Cela ne me paraît rien d'autre que tout à fait normal. D'ailleurs, Pierre Mauroy l'a dit tout à l'heure, il va y veiller personnellement, et je crois que c'est bien le meilleur message que nous pourrions adresser aux Français pour réhabiliter le politique : tout simplement faire passer nos engagements dans les faits.
Voilà, mes chers camarades, ce que je voulais vous dire. En ce qui concerne le Congrès, je suis tout à fait d'accord avec les propositions du premier secrétaire.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Mélenchon, ensuite Gérard Collomb.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Jean-Luc Mélenchon

Mon propos porte sur deux points.

Le premier concerne le Congrès du Parti. Je me sens dans l'obligation de faire ce point dans la mesure où, dans le passé, je m'étais exprimé pour qu'un Congrès se tienne au lendemain du résultat des élections présidentielles, comme cela avait été le cas en 1981, de manière, je crois, assez fructueuse. Cette idée n'avait pas été retenue.

Le Congrès ordinaire devait se dérouler à la fin de l'année 1989. Les dispositions qui nous sont proposées suggèrent de le renvoyer ou bien tout à fait à la fin de 1989 ou bien - tout le monde le sent plus ou moins - dans le début, si ce n'est à la moitié de 1990, les deux Congrès - l'ordinaire et l'extraordinaire - étant promis à fusionner.

Je crois que, plus nous le retardons, plus nous nous trompons et, en fusionnant les deux Congrès, l'ordinaire et l'extraordinaire, nous pouvons conclure que l'ordinaire aura bien lieu "ordinairement", c'est-à-dire avec des débats d'orientation certainement contradictoires - après tout, cela dépend de chaque membre du Comité directeur de mettre ses différences en avant pour pouvoir les discuter et les soumettre aux militants - mais, par contre, le débat sur le renouvellement d'ensemble des bases de notre parti n'aura pas lieu. Or, je crois que l'idée était bonne que l'on ait un Congrès qui porte sur le fond, sur la déclaration de principes, sur les grands axes de ce qu'est l'identité Socialiste aujourd'hui, qui ne se confonde pas avec le Congrès d'orientation. Cette bonne idée est abandonnée au profit du report pur et simple du Congrès ordinaire. C'est comme cela, maintenant, qu'il faut conclure, avec le calendrier qui est proposé.

Moi, j'en comprends bien la raison de départ, c'est de dire qu'il ne faut pas mélanger la préparation des élections européennes avec un débat interne. En effet, ce serait désastreux, particulièrement malhabile et irresponsable pour un parti qui occupe la place de notre parti dans le pays. Mais, de là à reporter le Congrès ordinaire, c'est-à-dire les tâches normales dans une formation politique de clarification sur l'orientation, et à annuler le débat sur le fond dont l'idée excellente avait été posée par Pierre Mauroy, il y a une marge que, pour ma part, je ne vois pas se réduire avec la proposition qui nous est faite.

Donc, moi, je suis pour qu'il y ait un Congrès ordinaire à une date "ordinaire", c'est-à-dire octobre ou novembre, et je crois que c'est compatible avec les obligations statutaires du Parti. En 1981, les contributions montantes avaient été fixées au mois de juin, le Comité directeur de synthèse s'était tenu le 19 septembre. Je ne vois pas qu'un léger décalage de la date du Comité directeur de synthèse interdise que l'on fasse un Congrès en octobre ou en novembre.

Voilà pour le Congrès.

Deuxième débat : celui qui concerne le manifeste.

Pour ma part, je suis très intéressé par la question de la liste, mais je pense qu'elle est déjà bien avancée dès lors qu'on a fait le bon choix concernant la tête de liste, et je m'apprête à me consacrer plus précisément au contenu du

Coll. Fondation Jean Jaurès

texte, qui est bon et qui de nature à nous mobiliser.
Je l'ai lu attentivement, je n'ai pas fait que le survoler... je pense que le rapporteur en sera tout content et, puisqu'il nous invite à l'amender, je me propose en effet de le faire.
En effet, sur deux points, il me semble que nous devons aller un petit peu plus loin dans les précisions Le reste y est, de ce qu'on peut attendre.
Le premier, c'est que tout le monde a le sentiment qu'on est au milieu du gué en ce qui concerne la construction européenne, qu'il y a une vraie méfiance qui monte parce que de vrais enjeux sont posés. On voit bien que l'Europe du grand marché des capitaux se fait avant l'Europe sociale, ce qui avait amené le Président Mitterrand à dire : ou bien l'Europe sera sociale, ou bien elle ne sera pas. La mise au point est intéressante, la méthode est bien tracée, mais comment peut-elle se réaliser concrètement ? Autrement dit, faut-il ou bien attendre que tous les gouvernements de l'Europe soient sur la ligne du Socialisme, qu'ils pratiquent tous la même doctrine politique et économique pour que nous soyons tous d'accord, ou bien faut-il jouer de la menace du poids de chacune des nations pour interrompre un processus avec lequel ils ne seraient pas d'accord ?
Dans l'idée que chaque nation joue de sa capacité à bloquer la mécanique dès lors qu'elle n'est pas d'accord, je pense que, sur l'Europe sociale, nous auront peut-être le dernier mot cette fois-ci, mais la fois d'après, sur tel ou tel autre aspect, si par exemple les Allemands venaient à faire de même, je crains que le rapport de forces ne soit plus de même nature.
Par conséquent, ce n'est pas par un mouvement de freinage du processus de la construction de l'Europe que l'on parviendra à surmonter ces difficultés, mais plutôt par un processus d'accélération de l'intégration démocratique en Europe, et donc plus d'Europe comme réponse aux problèmes qui naissent de la construction européenne elle-même.
Dans notre texte, si naturellement cette dimension est, bien sûr, apportée, je crois qu'il faut lui donner une dynamique, autrement dit que l'on réponde à la question : qui va trancher entre les deux projets devant lesquels l'Europe est placée, le projet libéral ou le projet Socialiste ? Qui va trancher ? Le mécanisme des nations ou bien la tradition qui est celle de l'Europe, c'est-à-dire la démocratie ? Autrement dit, et sur ce point précis, il faudrait que ce soit l'Europe des citoyens qui tranche cette question.
Je crois que les Socialistes français doivent mettre avec force au centre de leur démarche la question de l'union politique de l'Europe. Ce n'est pas un propos si "avant-gardiste" que cela puisque nous le trouvons dans la lettre aux Français, sous la forme des Etats-Unis d'Europe, proposés par le Président Mitterrand comme l'objectif. Eh bien, pourquoi ne pas l'inscrire directement et dès aujourd'hui dans notre manifeste, en disant que c'est avec cette méthode-là que nous allons répondre au problème du blocage de fait qui est opéré aujourd'hui par les libéraux en Europe, qui sont d'accord pour la mise en place du grand marché, la libre circulation des capitaux et des marchandises... mais qui ont dit clairement qu'ils étaient contre l'Europe

Coll. Fondation Jean Jaurès

sociale ?
Donc, premier élément : répondre en donnant une empreinte forte à la signification de notre candidature et de notre liste, comme étant la liste qui se réclame de la construction, dans le cours de la mandature du prochain Parlement européen, de l'union politique de l'Europe.
Comme lien avec cet aspect de la démarche, il y a naturellement cette idée que l'Europe ne pourra pas se construire à toutes les étapes par le haut, par les bons programmes que les différentes listes proposeront, ou par les bons mouvements des différentes institutions, ou par les mouvements des gouvernements nationaux. Il faut aussi un mouvement d'en bas et, la première force politique de l'Europe - c'est dans le manifeste, il faut le souligner - c'est le mouvement Socialiste lui-même ; c'est la première force politique qui embraye directement avec un mouvement social fort et construit en Europe, avec un mouvement syndical, avec un mouvement des consommateurs, avec des mouvements de défense de l'environnement.
Par conséquent, je crois que là aussi il faut en quelque sorte donner un signal, et ce signal pourrait être de dire que la construction de l'Euro Gauche, appelée de ses vœux par notre premier secrétaire, qui est une direction de travail, à mon avis, extrêmement féconde, doit trouver un point d'appui immédiat.
Or, il y a un point d'appui réel qui a d'ores et déjà provoqué des mouvements et des mobilisations, ce sont les 35 heures. Les 35 heures ne sont pas abordées dans le projet de manifeste. Ce qu'on évoque, c'est une possible réduction du temps de travail... Mais 35 heures, dans toute l'Europe, tout le monde comprend ce que cela veut dire. Nous savons tous que nous avons eu cette revendication dans nos programmes de gouvernement, que nous avons eu des débuts de réalisation, et si nous n'avons pas pu aller plus loin, c'est parce que ce mot d'ordre n'était pas pris en charge par toute l'Europe. Or, s'il y a un domaine dans lequel l'harmonisation européenne peut se faire, c'est bien celui des 35 heures.
Donc, la bataille pour les 35 heures, d'une part, et pour la préservation du système de protection sociale, d'autre part, voilà les deux mots d'ordre qui pourraient marquer un acte de naissance politique de l'Euro Gauche que nous appelons de nos vœux.
Voilà, mes chers camarades, ce que je voulais dire. Je vous prie d'excuser mon débit de mitrailleuse... mais on m'avait demandé d'être bref !

Le président - Gérard Collomb.
Ensuite, Michel Debout. Il restera après Allègre et Alain Richard, et j'espère que nous pourrons interrompre notre séance vers 21 h., 21 h. 10...

Gérard Collomb

Mes chers camarades, je voudrais partir du résultat des municipales tel qu'a pu l'exprimer Gérard Le Gall pour aborder ensuite le problème de notre Congrès.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Comme l'a dit Gérard Le Gall, si on peut se réjouir du gain du point de vue des municipalités, on ne peut cependant cesser d'être inquiet des médiocres résultats en nombre de voix, du fait, d'une part, du phénomène abstentionniste qui a continué à sévir dans un certain nombre de couches populaires de grandes villes et qui traduit sans doute une impatience à voir concrétiser dans la vie quotidienne un certain nombre d'aspirations des couches populaires et, d'autre part, de la montée des listes écologistes qui ont capté une partie de l'électorat de gauche, des couches moyennes et, en particulier, de la jeunesse.

Cela confirme, à mon avis, que si la Gauche profite toujours du séisme qu'a provoquée à droite la réélection du Président de la République, avec les divisions multiples, avec la persistance de cette "épine" que constitue le Front National, il continue malgré tout à y avoir un formidable déficit idéologique dans le pays en défaveur de la Gauche.

C'est vrai que l'air du temps n'est guère en notre faveur. La soumission à tout ce qui est phénomène de mode, l'idéologie de l'instantané, la volonté de ne plus se différencier qu'à la marge, la dénonciation de tout volontarisme, le rejet du débat d'idées, le refus de toute structure, de toute forme d'organisation, qu'elle soit politique ou syndicale, tout ceci est aujourd'hui l'idéologie dominante, devant laquelle nous avons deux choix.

Nous pouvons chercher à nous en accommoder, à composer avec l'air du temps, à essayer de tamiser nos idées pour rester finalement dans la mode. Ce serait à moyen terme suicidaire. Nous nous couperions d'abord d'un certain nombre de couches sociales populaires qui pourraient s'apercevoir d'ici quelque temps, dans un nouveau rapport du CERC, Centre d'étude des revenus et des coûts, que l'écart de revenu entre elles et les couches supérieures de la société a continué, sous un gouvernement Socialiste, à s'accroître, et donc que le but même que nous nous sommes fixé n'a pas été atteint.

Mais nous ne gagnerions rien non plus sur les couches moyennes nouvelles, que nous renforcerions au contraire dans leur tropisme naturel, et dès lors que celles-ci ne verraient pas clairement ce qui nous différencie, ce qu'est notre propre identité, elles ne tarderaient pas à rejoindre en masse les écologistes qui plus que nous correspondent à cette idéologie de l'instantané et du consensus.

C'est pourquoi je crois qu'il conviendra de reprendre fortement le combat d'idées. C'est pourquoi sans doute l'idée du Congrès idéologique avancée par Pierre Mauroy a rencontré dans nos rangs une approbation unanime.

Cette idée de Congrès idéologique étant lancée, il pouvait y avoir effectivement deux logiques. La première logique, c'était de tenir le Congrès ordinaire en son temps et de déconnecter le Congrès idéologique du Congrès ordinaire, de manière à pouvoir mener notre Congrès en temps voulu et à avoir la fin de l'année 1989 et le début de l'année 1990 pour mener une discussion de fond à l'intérieur du Parti.

J'étais personnellement partisan de cette solution, pour que la réflexion de

Collection Jean-Jaurès

fond ne soit pas pipée par les enjeux tactiques dont on sait bien qu'ils éclairent souvent les Congrès, pour que cette réflexion puisse être aussi conduite non seulement à l'intérieur du Parti Socialiste, mais aussi à l'extérieur, avec les syndicats, avec les associations, de manière à ce qu'effectivement nous menions un véritable débat d'idées dans le pays.
Une deuxième logique consistait à fusionner les deux Congrès en un seul. A cela il y avait un certain nombre de raisons, celle qu'a évoqué Guidoni qu'on ne pouvait guère distinguer Congrès administratif et Congrès de fond, et surtout la seconde, sans doute, qui a emporté la décision et qui apparaissait comme essentielle était qu'il convenait de ne pas mélanger le début de préparation de notre Congrès avec la campagne des élections européennes, ce qui empêchait effectivement la tenue d'un Congrès en octobre.
C'est à cette deuxième logique qu'a été sensible le premier secrétaire du Parti.
Cette logique ayant été adoptée et le Congrès ordinaire étant fusionné avec le Congrès extraordinaire, il est évident que si nous ne voulons pas piper le débat, si nous voulons effectivement que l'ensemble des militants puissent réfléchir et s'exprimer, il serait tout de même paradoxal que nous tenions ce Congrès extraordinaire début octobre ou début novembre, c'est-à-dire qu'en fait la réflexion commence dès le mois de juin et se déroule pendant les vacances. Ce n'est peut-être pas la meilleure période pour effectivement conduire nos militants à mener un débat de fond.
Ou bien alors c'est que nous lancerions le débat dès maintenant, et que nous ferions l'impasse sur les élections européennes.
Chers camarades, je crois qu'il faut que les choses aillent dans l'ordre. Nous avons à mener dans l'instant un combat pour gagner le maximum de sièges lors de ces élections européennes, bien sûr parce que c'est important que le maximum de camarades siègent au Parlement européen, mais aussi sans doute, vous le savez bien, parce que ces élections constituent les dernières élections avant beaucoup de temps, et que l'opposition de Droite voudrait bien, à l'occasion de ces élections prendre une revanche sur la victoire que nous avons eue au niveau des municipales.
Ainsi il convient maintenant de préparer les européennes, et ensuite nous aurons le dernier trimestre de l'année et sans doute le mois de janvier pour mener une réflexion dans l'ensemble du Parti et des militants pour redéfinir notre stratégie.
Je souhaite que la réflexion soit menée non pas en fonction d'intérêts de boutique, mais en fonction des intérêts du pays, et que nous puissions y associer largement autour de nous et nos sympathisants qui quelquefois ont envie de participer de plus près à nos débats, et les forces sociales de ce pays, qu'elles soient syndicales ou associatives. C'est comme cela que nous pourrons faire reculer l'idéologie de mode, de l'instantané et du consensus, cette idéologie molle qui occu pe aujourd'hui le haut du pavé.
(Applaudissements)

Collection Jean-Jaurès

Le président - Michel Debout, ensuite Claude Allègre.

Michel Debout

Chers camarades, je ne vais pas innover : j'aborderai les problèmes de l'élection municipale, des européennes, e t puis du Congrès.

On a dit que les élections municipales avaient été marquées par un gain de villes et une perte de voix. Mais alors on va vers les élections européennes où ce sont les voix qui vont sauter et non pas les villes.

Par rapport à ce qu'a dit Le Gall tout à l'heure, c'est vrai que la situation globale politique est certainement meilleure que celle qu'on avait trouvée en 1984. Mais je crois ne pas être le seul dans cette salle à considérer que cette élection européenne sera une élection difficile, et qu'elle suppose le plus vite possible la mobilisation de tout le Parti, de toutes les fédérations, de toutes les sections, derrière la liste que nous allons établir dès ce soir, ayant choisi Laurent Fabius comme tête de liste.

En ce qui concerne les municipales, on n'a pas évoqué dans les résultats, et j'en suis un peu surpris, le score du Front National. Moi je crois que c'est aussi un des éléments de ce scrutin, et un élément qui doit rester préoccupant, d'autant plus préoccupant qu'il a pour conséquence de banaliser l'élu municipal Front National, et d'une certaine façon de donner crédit à l'idée qu'on peut être Front National et un notable, et donc de fondre l'idéologie du Front National dans l'idéologie politique habituelle.

Je pense qu'il faut s'en préoccuper. Il faut d'autant plus s'en préoccuper, et là je ne vous apprends rien, que dans le même temps on a vu des partis d'extrême droite avoir des succès électoraux en Autriche, en Allemagne, en Europe du Nord.

Et lorsqu'on parle de l'Euro Gauche, on voit aussi poindre malheureusement à l'autre bout l'Euro extrême droite.

Je pense que sur ce plan là aussi il faudra approfondir notre réflexion.

On a parlé des écologistes, du vote écologiste. C'est vrai qu'on a pu dire que le vote Front National était un vote refus, et il me semble juste de dire que le vote écologiste est plutôt un vote refuge. Refuge d'un certain nombre d'électeurs, pour une part d'entre eux en tous cas plutôt à Gauche, mais qui pour des raisons conjoncturelles ont trouvé refuge dans le vote vert.

Ceci dit, restent posées les questions de l'écologie, de l'écologie au quotidien et de l'écologie planétaire. Je suis d'accord avec ce qu'a dit Le Gall tout à l'heure, à savoir que nous devons approfondir notre réflexion là dessus, et que nous ne pouvons pas tenir sur les problèmes écologiques simplement un discours moral.

Il me semble que les questions écologiques sont au cœur du débat politique, et il me semblerait utile d'affirmer notamment lorsqu'on célèbre le bicentenaire de la révolution, qu'il ne peut pas y avoir plus d'écologie s'il n'y a pas plus d'égalité, et qu'autant au quotidien qu'au niveau planétaire, les problèmes écologiques rejoignent la question du juste partage qui se trouve posée à notre pays et qui se trouve posée au niveau du monde.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Mais si on déconnecte l'approche politique d'une approche purement morale, alors il ne faut pas s'étonner après que ceux qui sont sensibles au problème écologique votent pour les partis qui se déclarent hors de la politique.
J'allais dire qu'on en fait naturellement le chemin, de cette tendance là.
Un dernier mot en ce qui concerne l'écologie, lorsqu'on propose - et vous pensez bien que mon propos va être tout à fait timide de ce point de vue là - qu'une autre autorité mondiale vienne subventionner finalement les Etats pour régler les problèmes de l'écologie du monde, d'une certaine façon on retire ces questions du débat politique, et je suis attentif au fait que pour l'écologie, que pour la biologie, que pour la communication, pour ces trois domaines qui sont des domaines tout à fait décisifs pour l'avenir du monde, parce qu'on a peu parlé de la biologie, mais elle va revenir, eh bien on tienne un discours moral qui consiste à créer des superstructures de sages ou de moins sages, et qui en fait évacuent le problème politique.
Alors autant je suis pour qu'on réfléchisse à l'intérêt de tels comités supra-nationaux d'écologie, autant je pense qu'il ne faudrait pas qu'à travers cela on accrédite l'idée que ces questions ne sont plus de nature politique. Finalement on fait des voix écologiques de cette façon.
Voilà les quelques points que je voulais soulever, avant d'en arriver au troisième que j'avais lancé, celui de la préparation du Congrès.
Mes chers camarades, j'ai entendu évoquer tout à l'heure les phrases assassines. Vous permettrez au professeur de médecine légale que je suis de dire que des phrases sont assassines lorsqu'on s'en sent la victime. Il y a beaucoup de phrases assassines, à ce moment là. L'essentiel, c'est qu'on puisse les battre dans ce Parti, et qu'on puisse le faire naturellement. Si je comprends bien, personne ne se prive de parler.
Alors du moment que tout le monde parle, je ne vois pas pourquoi certains pourraient le faire plus que d'autres. La qualité du débat suppose la qualité du respect que l'on doit à toux ceux qui prennent la parole.
Alors pour ce qui concerne la préparation du Congrès, oui, je crois, Pierre Mauroy, que tu as raison lorsque tu proposes qu'on dissocie la campagne électorale qui s'ouvre dès ce soir de la préparation du Congrès. Tu as donc raison de proposer que ce soit le prochain Comité directeur, c'est-à-dire celui du mois de juin, qui fixe l'échéancier de notre prochain Congrès, et nous le fixerons en fonction de la situation politique qui sera celle que nous connaîtrons en juillet, et en fonction des exigences statutaires. A quelle date arrivera-t-on ? J e n'en sais rien, peut-être novembre, peut-être début décembre, on verra à ce moment là.
Voilà, je crois, une bonne décision, et sur cette décision là, nous sommes pleinement d'accord. Oui, fixons des dates au moment venu, et comme le moment n'est pas encore venu, nous le ferons à notre prochain Comité directeur.
En ce qui concerne maintenant le dernier point, à savoir la fusion entre le Congrès ordinaire et le Congrès extraordinaire, en fait, ce dont on a besoin, et c'est cela peut-être qui était un peu extraordinaire, parce qu'il faut bien le

dire, on en avait perdu l'habitude, ce dont on a besoin c'est d'un débat sur l'ensemble des questions posées, qui sont économiques, qui sont idéologiques, qui sont politiques. Donc un Congrès politique qui ne soit pas dissocié de la définition et de la nomination de nos instances. Donc un grand Congrès, oui, un grand Congrès, et que chacun prenne part au débat. En tous cas, nous, nous y sommes prêts.
(Applaudissements)

Le président - Claude Allègre, puis Alain Richard.

Claude Allègre

Nous venons des municipales avec un paradoxe qui a été souligné, c'est-à-dire une victoire du Parti Socialiste et en même temps un tassement du rapport Gauche-Droite.
Ceci nous amène à deux remarques. La première, c'est qu'à l'évidence, si c'est un succès du Parti Socialiste alors que quantitativement, au nombre de voix, cela ne l'est pas, cela justifie pleinement la stratégie de la direction du Parti Socialiste, et je le dis très calmement après avoir assisté au Bureau exécutif avant les élections à des prises de position qui prévoyaient strictement le contraire. Donc je crois qu'il faut tout de même être objectif et nous féliciter de cette stratégie.
La deuxième chose, et c'est un problème de fond, c'est qu'il faut regarder, sans être alarmiste, que la montée continue des voix Socialistes, depuis quinze ans, dans ce pays, subit un tassement. Cela nous oblige à sérieusement nous interroger avec en toile de fond - et je vais parler de cela avec plus de détails - le problème de l'écologie

Le président - Pas trop de détails.

Claude Allègre - Pas trop de détails, non, mais un peu plus que les listes au municipales.
Le problème de l'écologie. Nous sommes un certain nombre à avoir souligné, depuis deux ans, que c'était un problème important. On a fait un cahier des experts, on a fait un colloque sur ce sujet, dans une indifférence quasi générale à l'intérieur du Parti.
Brutalement, cela prend un effet de mode. Je voudrais dire que cet effet de mode m'inspire quelque doute sur le plan scientifique et je voudrais simplement prendre un exemple. On fait des choses sur le gaz carbonique. Je vous signale que si l'on parle uniquement du gaz carbonique et de l'atmosphère, la conclusion scientifique consiste à dire aux pays sous-développés : "Surtout ne faites pas comme nous, n'ayez pas de voitures, ne brûlez pas de charbon ; nous, évidemment, c'est épouvantable, nous avons des voitures nous ne pouvons plus nous en passer, on va continuer comme cela mais vous, surtout, ne vous développez pas".
Je dis simplement que cette vision écologiste exclusive, avec un point de vue

Fondation Jean-Jaurès

comme, par exemple, celui de l'atmosphère, est un luxe des pays riches qui commencent à avoir peur de leur propre développement industriel.
La seule approche de l'écologie est une approche symétrique et globale qui consiste à se préoccuper des productions d'énergie et de matières premières, et des nuisances qui y sont associés. Elle conduit, absolument imparablement, à s'interroger sur ce qu'on appelait, à une certaine époque, "un nouveau mode de développement" et ce nouveau mode de développement, il faut le dire, va un peu chagriner un certain nombre de choses auxquelles on s'était habitué.
Si le Parti Socialiste est devenu le chantre du productivisme industriel à tout va, comme on l'entend parfois, alors les écologistes ne sont vraiment pas de gauche.
D'un autre côté, il faut que le Parti Socialiste prévoie dans ses statuts d'enrôler des robots parce que sinon, il va y avoir de moins en moins de personnes dans ce parti.
Je crois donc que le productivisme industriel, tel qu'on l'a connu, a ses limites et que nous devons aborder le problème maintenant. Ce que je vous disais, l'année dernière, sur l'écologie, je peux vous le dire maintenant. Les problèmes de l'énergie vont revenir au premier plan. La remontée des prix du pétrole est un phénomène lent mais profond, par conséquent on va repartir dans un débat sur le nucléaire, sur les diverses formes d'énergie, sur le problème du développement.
Il faut qu'on soit prêt et qu'on ait donc un débat profond sur l'ensemble de ces problèmes qui touchent aux questions écologiques, aux problèmes de rapport avec le tiers-monde et pas seulement à des petits problèmes locaux d'aménagement, pour faire plaisir aux gens.
Le problème écologique est un problème politique. La montée du mouvement écologique, que l'on mesurera aux européennes, est la mesure d'une certaine crise d'idéalisme que la Gauche n'offre plus aux jeunes, il faut avoir le courage de le reconnaître.
Ceci m'amène, pour terminer, à parler du programme européen. On dit "l'Europe sociale". Bien sûr qu'il faut faire l'Europe sociale mais comment ? Quelles propositions précises, autre que l'affirmation de l'Europe sociale, pouvons-nous faire ?
C'est aussi l'Europe du savoir. C'est aussi l'Europe et les relations avec le tiers-monde. Quand on voit le développement actuel de l'Europe, qui est purement économique - on dit : "On fait une Europe économique, une Europe du libre échange" -, quel est le moyen pour nous, Socialistes - et là, je rejoins ce qu'a dit tout à l'heure Mélenchon - d'arrêter la prépondérance de l'économie libérale ? C'est le politique.
Si nous n'abordons pas le problème de l'avancée dans le domaine politique en Europe, nous n'avons que des paroles à offrir en face du développement économique, qui l'emportera par suite de la diversité des régimes politiques.
C'est aussi parce que nous n'offrons aucune alternative vraiment hardie sur le plan politique qu'un certain nombre de jeunes ne s'intéressent pas au débat européen. C'est ce qu'on constate trop souvent actuellement.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Je crois donc qu'a l'occasion de ces européennes, les Socialistes doivent prendre une position très nette. Moi, je n'anticipe pas sur cette position car c'est un débat très difficile que celui de l'autorité politique européenne mais il est clair que cette nouvelle législature doit voir un nouveau pas dans les institutions européennes et dans l'élaboration d'un gouvernement européen, sur un certain nombre de sujets.
Je crois que si les Socialistes ne le font pas, nous allons nous trouver, au moment des européennes, avec un programme qui ne sera pas le plus européen ni le plus progressiste, ni le plus porteur d'avenir, car nous risquons d'être débordés des deux côtés.
J'engage donc, par rapport à ce qui a été fait, le Parti Socialiste à aller plus avant, Le Parti Socialiste a été, pendant une grande période, le Parti le plus européen et je me souviens de François Mitterrand et de l'effort personnel qu'il a fait dans cette direction, en tant que premier secrétaire de ce parti, puis ensuite d'une manière extrêmement brillante lorsqu'il a été le président de la Communauté européenne.
Ce n'est pas avec de la prudence et de la timidité que nous amèneront des électeurs et que nous reprendrons notre marche en avant. Je crois que nous devons la reprendre dans ce domine européen et, en tout cas, avoir un débat vigoureux sur ce sujet.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Alain Richard, dernier orateur. Après lui, nous aurons une décision à prendre en ce qui concerne le Congrès, alors je vous invite à ne pas quitter la salle avant.

Alain Richard
Tu nous rends un vrai service, Claude, parce qu'il reste un enjeu pour la suite !
En deux mots. L'histoire du Congrès. Malgré l'intérêt bien connu que nous partageons tous pour ce sujet, je dois dire que j'éprouve quelque difficulté à m'enflammer d'abord parce qu'on a tous quelques souvenirs de préparation de Congrès et que je crois qu'il faut se sortir de l'esprit qu'une durée de préparation de Congrès a un rapport avec un score.
Parmi donc tous les camarades qui commencent à envisager ou espérer d'éventuels scores de Congrès, il ne faut pas forcément qu'ils fassent une équation simple entre la brièveté ou, au contraire, la longueur du temps de préparation et la réalisation de leurs espérances.
Ensuite, n'oublions pas que ce qui fait aussi l'intérêt de nos Congrès, en qualité de débat et quant à l'attente des militants, c'est parfois l'incertitude du développement tactique qui se réalisera à la dernière minute. Par conséquent, si l'on en arrive à prolonger de deux ou trois mois cette incertitude, cela peut finalement augmenter l'attention dont bénéficiera notre débat.
Les municipales. On pourrait ajouter, bien entendu, beaucoup de

Coll. Fondation Jean Jaurès

constatations scientifiques. C'est toujours plus facile après.
Le fait que nous ayons gagné beaucoup de villes ne doit pas être... comment dire, un viatique qui nous rassure à l'égard de tous les problèmes politiques que nous pouvons rencontrer. Il faut faire attention à ce que nous explique le Docteur Knock : c'est quand vous êtes en bonne santé que vous êtes le plus menacé. Je pense en particulier, et il faut bien le garder à l'esprit, le mouvement du deuxième tour. Il n'avait rien d'acquis puisque notre tactique avait été, assez largement, de ne pas établir une politisation nationale très forte de cette compétition avant le premier tour. Dans ce contexte, il n'y avait rien d'acquis à ce qu'une mobilisation complémentaire du deuxième tour se produire en notre faveur, comme elle s'était produite en 1983, dans un contexte défensif.
Et pourtant, c'est ce qui s'est produit. Quand on repense, par exemple, à la situation de Dunkerque où la liste de Michel Delebarre était derrière la liste de Prouvoyeur au premier tour et où il n'y avait comme seule réserve que la liste du Front National, il y avait tout de même un contexte difficile.
C'est un exemple parmi mille du fait que beaucoup de nouveaux électeurs sont revenus au deuxième tour et sont revenus pour voter pour la Gauche. Il y a donc là, me semble-t-il, un mouvement qui ne doit pas nous faire désespérer du soutien que nous recueillons dans l'opinion populaire.
Cela ne dispense pas de se poser le problème du traitement des revendications sociales, certes, mais ne tombons pas plus dans le simplisme après les municipales qu'avant. Certaines de ces revendications sociales peuvent être satisfaisantes, souvent partiellement, d'autres ne le peuvent pas.
Je crois que ce qui fait la force du Parti Socialiste au pouvoir, et du gouvernement qui le soutient, c'est le fait qu'il bénéficie d'une large confiance populaire quant à sa façon d'apprécier ces revendications, en essayant de traiter avec justice en même temps qu'avec rigueur et réalisme ces revendications.
Et peut-être que beaucoup de travailleurs qui, en effet, continuent de manifester, par leur action, dans leur entreprise ou dans leur quartier, un certain nombre d'attentes et un certain nombre d'aspirations, ont fait le choix d'apporter leur soutien à des listes de gauche cette fois-ci alors qu'ils n'y étaient pas forcés, parce qu'ils veulent la formation au pouvoir pour traiter leurs revendications, pas forcément pour les traiter à bras ouverts - nous avons la durée devant nous - mais parce qu'ils nous apportent un capital de confiance pour traiter ces revendications, dans la responsabilité de la compétitivité du pays.
En ce qui concerne la question du partage de la valeur ajoutée, qui est un peu la synthèse de tout cela, je crois que nous devons nous rappeler que, dans ce partage de la valeur ajoutée, nous avons plusieurs ambitions qui viennent en concurrence entre elles.
Il y a, en effet, l'augmentation du pouvoir d'achat individuel et immédiat des salariés, et parfois d'autres, mais il y a aussi le maintien du potentiel d'action de l'Etat, qui a des ambitions et qui ne doit pas sacrifier à la mode du moins

d’Etat pour le plaisir.
Nous avons la volonté de maintenir une protection sociale, dont chacun sait que le coût dans l’action de la collectivité ne cessera de croître, et nous avons besoin d’investissements, si l’on veut que le pays tienne sa place, notamment sa place politique, à l’intérieur de l’Europe.
Ceci me permet de venir à l’enjeu principal de ce Comité directeur, qui est la fixation de notre dispositif européen. Je pense que dans la décision que nous avons à prendre, ce soir, le premier point est celui de la réalisation concrète de notre volonté de rassemblement.
Nous serons, cela me paraît clair, la seule liste - la seule liste - en compétition réelle pour les sièges, dans ces élections européennes, qui fera l’effort de s’ouvrir, de s’élargir à des personnalités ou à des mouvements minoritaires significatifs, dans un sens de rassemblement.
Je crois que d’autres sont en préparation - certaines sont déjà faites - mais dans un contexte tel qu’on ne voit pas très bien où des mouvements de société, où des mouvements politiques minoritaires pourraient trouver une possibilité de dialogue et une possibilité de partage ailleurs que dans la liste dirigée et organisée par les Socialistes, conduite par Laurent Fabius.
Nous avons cette responsabilité à choisir en commun. Nous opterons ce soir, et encore plus à la Convention, pour savoir quel est le nombre exact de ces partenaires extérieurs auxquels nous nous ouvrirons. Je pense que le nombre de six, dont nous avions débattu entre nous, est ambitieux. Peut-être le nombre de cinq est-il plus modeste, à condition que nous le tenions vraiment c’est-à-dire qu’il s’agisse bien de personnalités extérieures au Parti Socialiste et qu’il ne puisse pas y avoir deux façons de décompter parce que, sinon, ce serait un encouragement négatif, évidemment, pour chacune de nos sensibilités, à refuser les personnalités sur ce contingent puisqu’elles seraient décomptées sur un contingent différent. Ce serait évidemment un peu réducteur pour nous tous.
Alors, faisons un vrai élargissement, faisons-le d’une façon déterminée et faisons-le aussi en nous demandant - ce que nous allons nous imposer à nous-mêmes -, à nos partenaires ou à nos "invités" de nous apporter des candidatures qui soient porteuses.
Si nous faisons, nous, un effort collectif - c’est à discuter entre nous - de promotion de personnalités et de candidatures qui aient un effet d’entraînement vis-à-vis de notre électorat, qui nous permettent notamment de lutter contre la menace soit de la dispersion sur des listes de témoignage, soit de l’abstentionnisme, si nous faisons cet effort pour nous-mêmes, ce n’est pas pour nous trouver contraints d’accueillir des candidatures de pur appareil, qui nous seraient amenées au titre d’un élargissement qui, à ce moment-là, ne serait plus que d’étiquette.
Et si l’opération, le calage sur cet élargissement que, je crois, nous souhaitons tous, se termine, il m’apparaît logique ensuite et pratique entre nous que la seule règle soit celle de la répartition issue des choix de nos Congrès, et ceci bien sûr est vrai sur 20 postes, c’est également vrai sur 21 ; il me semble que

nous avons des règles de calcul qui nous permettent d'éviter des débats qui seraient difficiles et qui vont nous permettre, me semble t-il, de constituer une liste expression de notre diversité, engagement de notre future mobilisation, parce que ce qui est en jeu, c'est que cette liste amène le plus grand succès, la plus grande consolidation de notre Parti.
Ce sera la liste valable pour une période sans élections et l'enjeu politique de ces européennes, est tel que nous sommes condamnés au succès.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
La discussion est donc achevée.
Avant d'interrompre la séance, nous avons à prendre deux décisions : la première concerne le Congrès.
Je vais vous demander de vous prononcer sur la proposition qui a été faite tout à l'heure par le premier secrétaire, c'est-à-dire que soient réunis en un seul le Congrès ordinaire et le Congrès extraordinaire à une date qui pourrait se situer entre le 15 décembre 1989 et Pâques 1990, étant entendu que la date définitive et le lieu du Congrès seront fixés lors de notre Comité directeur du 2 juillet.
Sur cette proposition, je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'ouvrir un débat, je vous demande de vous prononcer.
Jean Poperen ?

Jean Poperen
Sûrement pas un débat, d'ailleurs je ne pense pas qu'il serait bon qu'on ait un débat sur la date, on a des choses très importantes en effet à débattre, à discuter, à faire avancer dans les mois à venir, donc on ne substituera en aucune façon, moi en tout cas, un débat de procédure au débat de fond, d'autant qu'on l'a dit, dans l'intérêt même de la campagne qui va s'engager en réalité dès demain, pour nous, il n'est pas bon de parler du Congrès.
C'est pourquoi il n'est pas bon de commencer par en fixer dès maintenant la date, en tout cas des butoirs tels qu'une décision de fond est prise.
Pour ma part, je ne me sens pas concerné par cette proposition de ce soir et je ne prendrai pas part au vote.
J'ajoute que si on gardait la fourchette telle qu'elle est pour les 4/5èmes de cette fourchette, je ne brandis pas les statuts, mais elle serait hors des règles statutaires, d'une part, et, d'autre part, sur le fond, je ne crois pas que repousser à un an le Congrès parce qu'en réalité, d'un certain coté, c'est ce qui se dessine, soit dans l'intérêt du Parti. C'est en juillet que nous déciderons.

André Billardon
Ce que vient de dire Jean me pousse à faire une proposition. Il me semble que le l/5ème restant, c'est-à-dire le l/5ème courant 1989 est à une période où il est toujours un peu difficile d'organiser un Congrès.

Coll. Fondation Jean Jaurès

La question que je me pose est celle-ci : avec la proposition de Pierre, peut-on encore avoir un Congrès qui se tienne cette année ?
Dans ces conditions, est-ce qu'il ne serait pas possible d'élargir la fourchette en reculant un peu la première date butoir en mettant au moins le 1er décembre ?

Pierre Mauroy
Il est possible de mettre le 15 décembre, le 31 décembre... tout à l'heure, je faisais le compte à rebours, on ne va pas le reprendre, je crois que le Congrès ne peut se tenir dans des conditions normales qu'à partir du 15 décembre.
Pourquoi on a pris Pâques comme date butoir ? Parce que c'était la date du Congrès extraordinaire et le 2 juillet on arrêtera la date définitive entre le 15 décembre et Pâques.
Aujourd'hui, on décide : Congrès ordinaire et Congrès extraordinaire, les conditions dans lesquelles ils fonctionneront, c'est le 2 juillet qu'on arrêtera la date exacte et le lieu. Cela me semble raisonnable.

Le président - Je vous demande de vous prononcer sur cette proposition.
Ceux qui veulent l'adopter le manifestent en levant la main ?
Avis contraires ?
Abstentions ?
Jean Poperen nous a dit qu'il ne prenait pas part au vote...

Jean Poperen - J'ai l'impression qu'il n'y a pas que moi, que je ne suis pas seul.

Le président - J'ai demandé s'il y avait des abstentions, ceux qui ne prennent pas part au vote, ne prennent pas part, c'est tout.
La décision est donc prise en fonction de ce qu'a dit Pierre Mauroy.
Nous avons maintenant à remplacer M. Charles-Emile Loo après sa mise hors du Parti par Gilbert Bonnemaison.
Pas d'objections ?
Il en est ainsi décidé.
Je vous propose maintenant d'interrompre la séance pour permettre aux camarades de chaque sensibilité de se réunir pendant un certain temps, nous pourrions reprendre vers 23 h 15.
D'accord ?
Je demande aux camarades de la sensibilité AB de rester dans cette salle pour l'instant, et naturellement chaque sensibilité revient à 23 h avec ses propositions précises.
La séance est interrompue jusqu'à 23 h.

Coll Fondation Jean Jaurès

Parti Socialiste
Comité directeur
4 avril 1989
(Soirée)

La séance est reprise sous la présidence de Claude Estier.

Le président - Je donne la parole à Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy

Chers camarades, je propose d'abord une méthode. Je ne sais pas comment vous avez travaillé dans vos différentes sensibilités. Nous avons beaucoup travaillé dans la nôtre. On est arrivé à des propositions, naturellement, mais ces propositions ont besoin d'être confrontées avec les vôtres, de répondre aux critères prévus d'ailleurs dans les statuts, les régions, les femmes, différents critères qui doivent être pris en compte.
La proposition que je fais est la suivante - de plus, il y a les suivants, de plus il y a toute la liste jusqu'à 81, en sachant exactement ce qu'on fait avec les différentes personnalités -, c'est que le Comité directeur donne mandat au Bureau exécutif, qui se réunit demain à 17 heures, une fois qu'à 11 heures les représentants des différentes sensibilités auront, dans mon bureau, établi la liste définitive, de faire, à partir des propositions que vous allez nous faire, les réajustements, avec votre accord s'il y a nécessité de tenir compte de la géographie, du nombre de femmes, etc... cela paraît indispensable.
Voilà la proposition que je fais sur la méthode. Ou alors il faut s'organiser jusqu'aux premières lueurs du jour mais je crois que ce ne serait pas raisonnable. Je pense qu'on va avoir les propositions des uns et des autres et que demain, nous allons pouvoir, tranquillement, établir la liste définitive en prenant comme base vos propositions. C'est le réajustement.
Voilà la première proposition que je fais, une proposition d'ordre, une proposition, je crois, de sagesse compte tenu de l'heure et compte tenu du travail considérable qui reste à faire si l'on veut dresser une liste de 81 personnes.

Le président - D'accord sur cette proposition ?

Pierre Guidoni

Il me paraît d'autant plus sage d'attendre effectivement à demain matin que, pour des raisons que j'ai déjà eu l'honneur d'exposer au premier secrétaire, nous ne sommes pas en état de déposer des noms avant d'avoir reçu un certain nombre d'éclaircissements.
Un point relève pourtant de la responsabilité du Comité directeur en tant que tel. Peut-être pourrions-nous y consacrer quelques minutes. Il s'agit de l'ordre de la liste ou plus précisément des places possibles auxquelles viendront figurer les représentants des différents courants. Nous n'avons pas encore eu

Coll. Fondation Jean Jaurès

l’occasion d’en parler ; je crois qu’il ne serait pas inutile que nous ayons les idées claires sur ce point.

Le président - Alain Richard ?

Alain Richard
Pour la clarté du travail, d’ici demain.
Je m’associe à cette demande que fait Pierre Guidoni, c’est-à-dire qu’entre nous ce soir, soit déjà fixé l’ordre de succession, au moins dans la première moitié de la liste...

Pierre Guidoni - Oui.

Alain Richard - Après, l’ordre de succession se reproduit de toute manière. La liste des représentants des différentes sensibilités que nous représentons, et puis qu’on se mette les idées au clair sur le nombre de postes qui sont réservés aux personnalités extérieures au parti, si c’est 5 ou 6.
Pierre, tu dis : il faut faire une liste de 81 avec X blancs, 9 ou 10 probablement, ce serait inutile qu’on se donne du travail à faire une liste de 73 Socialistes s’il ne devait y en avoir que 70.

Le président - Pas d’autres remarques.

Pierre Mauroy
Sur ces propositions, pour avancer, bien entendu on fait une liste de 81 ; il y a un certain nombre de personnalités...
Je pense qu’avec celui qui va conduire la liste, nous allons avoir un échange ; on sait déjà les 5 ou 6 personnalités éligibles. Ensuite, toutes les dizaines, est-ce qu’on remet une personnalité ? Je crois qu’on va en discuter et demain, nous pourrions en discuter pour avoir une idée afin d’organiser la suite.
Laurent a déjà fait la proposition qu’en ce qui concerne les derniers, il y ait un certain nombre de maires. C’est une bonne idée. Compte tenu de cela, ce n’est pas tout à fait une liste de 81 Socialistes; à partir de toutes les candidatures que l’on a, on fera le décompte exact, je crois qu’on arrivera facilement à se mettre d’accord et qu’il n’y a pas de principes qui soient en jeu. Donc, vous pouvez laisser un large mandat au Bureau exécutif sur ce point.
Sur la question posée par Pierre, à savoir comment et dans quel ordre va-t-on se succéder, je crois qu’il faut faire appel à ceux qui sont les plus matheux. Compte tenu du rapport qui existe entre les différentes sensibilités, il faut savoir que, sur un espace numérique de 10, il y aura tant de AB, E et C et puis, mouliner cela jusqu’à 81. D’abord, le faire sur les 26, étant entendu qu’il y a 5 ou 6personnalités. Cela nous met donc à 20 Socialistes. Et puis ensuite, au-delà, on mouline tranquillement à partir d’une formule mathématique, jusqu’au bout.

Collection Jean Jaurès

Je ne vois pas d'autre solution, c'est celle qui respecte les intérêts des uns et des autres, le rapport des forces qui est répétitif... Il y a des matheux, ils s'amuseront à faire le petit calcul qui est quand même un calcul simple.
On est d'accord sur ce point ?

Pierre Guidoni - Sur le principe, bien sûr, il faut voir l'application.

Pierre Mauroy - Si vous laissez un mandat, ce sera un mandat avec l'accord de ceux qui représentent les sensibilités. Si l'on s'aperçoit qu'il y a un trou sur la carte de France, on sera obligé de faire quelques réajustements. Je crois qu'on est tous d'accord pour dire que c'est quand même une liste qui couvre l'ensemble du territoire.
De même, en ce qui concerne les femmes, la représentation féminine, je crois qu'on a une règle ; on ne peut pas faire moins que la dernière fois ; il faudra l'appliquer impérativement. Je pense qu'avec le concours des uns et des autres, on arrivera à trouver une solution pour que la liste soit correcte. C'est là peut-être que le mandat doit être le plus large pour cette adaptation. Cela ne va sans doute pas loin, mais il y a un jeu à respecter, de manière à ce qu'elle soit équilibrée, qu'elle réponde aux obligations qui sont d'ordre statutaire.
Enfin, je ne sais pas si l'on va retrouver cela dans vos propositions, mais nous, dans les nôtres, il y a quelquefois ou on a laissé le problème à régler à une sensibilité. Ce sera résolu demain.
Je crois qu'il n'y a pas de grosses difficultés. Si vous étiez d'accord avec cela, je pense qu'il suffirait que les uns et les autres fassent leurs propositions.

Le président - Commence.

Pierre Mauroy - Voilà les propositions que nous faisons. Je le fais sans phrase, cela résulte de nos travaux.
Il s'agit de la liste 21 - 26, Laurent Fabius, je le mets au-dessus de la mêlée. Martine Buron, Alain Bombard, Colette Gadioux, Claude Cheysson, Geneviève Domenach-Chich, Gérard Collomb, Marie-Jo Denys, Michel Debout, Bernard Frimat, Nicole Péry, Frédéric Rosmini, Henri Saby, Bernard Thareau.

Le président - Est-ce que je peux demander à un représentant de la sensibilité C de faire ses propositions ?

Alain Richard
Jean-Pierre Cot, Catherine Trautmann, Gérard Fuchs, Marie-Claude Vayssade, Michel Hervé et Martine Frachon ou Jean-Pierre Mignard.

Le président - La sensibilité E, Pierre Guidoni ?

Coll. Fondation Jean Jaurès

Pierre Guidoni
Je prends le micro parce que, manifestement, j'ai été mal entendu tout à l'heure.
Nous n'avons pas de proposition à faire à ce stade de la procédure.

Pierre Mauroy - Pierre, on ne peut pas se satisfaire d'une déclaration laconique comme celle-là... On mesure les difficultés qui sont les vôtres, on les partage…

Pierre Guidoni - Permets-moi d'enchaîner directement, Pierre.
Ce que je demande précisément, c'est que ces difficultés, dont vous connaissez à la fois la dimension et la nature, sur lesquelles je n'ai pas besoin de revenir, soient effectivement partagées.

Pierre Mauroy - Pierre, je crois qu'on est quand même devant le Comité directeur. Il faut faire une liste. Nous avons retenu une clé de répartition, que vous n'avez d'ailleurs pas contestée, disant simplement qu'elle vous posait de cruels problèmes quant à son application.
Je voudrais que, devant le Comité directeur, il soit bien confirmé que vous êtes d'accord pour une représentation de 3. Cela, c'est quand même très important.

Pierre Guidoni - Nous sommes tout à fait d'accord - il n'y a d'ailleurs pas à en discuter - sur les proportions telles qu'elles résultent normalement du calcul mathématique, c'est-à-dire les 3 correspondant aux 20 premiers postes, et ensuite un autre dans la "zone grise", et la suite normalement.
Mais, nul ne sait mieux que toi, Pierre, pourquoi ce soir on ne peut pas donner de nom. On se réunit en Bureau exécutif demain, demain il y aura sûrement des éléments nouveaux…

Pierre Mauroy - Demain, nous aurons les trois noms ?

Pierre Guidoni - Nous savons tous ce qu'il est nécessaire de faire pour que nous soyons en mesure de donner des noms.

Pierre Mauroy - Très bien... enfin, très bien...

Le président - Donc, nous enregistrons pour l'instant les propositions du courant AB, les propositions du courant C, et la confirmation par Pierre Guidoni de l'acceptation que le courant E aura 3 représentants.

Pierre Mauroy - Ce serait quand même mieux si tu nous donnais 5 noms, mais en les donnant dans un ordre pour que tout de même le Comité directeur sache... C'est difficile de dessaisir le Comité directeur de cette manière... Lionel ?

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Lionel Jospin
Je suis assez surpris, je dois le dire, de l'intervention de Pierre Guidoni. Sans doute, il peut y avoir des difficultés, des problèmes, et sans doute faut-il s'efforcer de les résoudre. Il y en a d'ailleurs ailleurs et je ne vois pas pourquoi ils seraient limités à la sensibilité de nos camarades.
Mais l'idée que ces difficultés justifieraient que, dans ce Comité directeur fait pour cela, des noms ne soient pas évoqués, y compris en disant "ou, ou"... ou bien simplement, comme on vient de le proposer à l'instant, en disant peut-être 5 noms pour 3 places, me paraît complètement invraisemblable. Je ne l'ai jamais vu se produire et je ne vois pas comment on peut la justifier. Je ne vois pas comment des désignations démocratiques, qui doivent être faites, selon des règles, au Comité directeur, devraient s'effacer devant les considérations de difficultés qui peuvent exister pour tel ou tel camarades, problème que je comprends tout à fait par ailleurs et sur lequel je veux bien, moi comme d'autres, être informé, donner mon sentiment et aider.
Mais, d'un point de vue de principe, je dois dire qu'il faut absolument que Pierre n'en reste pas là où il est, parce que pour le Comité directeur, honnêtement, et pour nos méthodes, c'est un précédent incroyable et qui ne peut pas avoir de justification.
J'aimerais qu'on donne une justification politique de principe à une telle proposition.
Pour le reste, essayons de résoudre les problèmes quand ils existent.

Martine Frachon - Je voudrais simplement qu'on nous redonne lecture de la liste AB, parce que cela a été très vite et je n'ai pas bien noté...

Le président - Bon. Pierre Guidoni ?

Pierre Guidoni - Moi, je crois que les justifications à donner ne seraient pas de nature politique, puisque ce n'est pas de la politique ; les valeurs auxquelles on pourrait faire référence ne seraient pas la politique, mais l'éthique, la dignité, le respect des camarades, qui ne sont pas des choses négligeables pour notre vie en commun.
Pour le reste, moi, je suis prêt à vous donner nos cinq sortants, avec "ou, ou"., entre chaque nom...

Lionel Jospin - Oui.

Pierre Mauroy - Je crois que ce serait beaucoup mieux.

Pierre Guidoni - On en parlera au Bureau exécutif demain.

Pierre Mauroy - Si vous voulez donner cette liste...

Collection Jean Jaurès

Pierre Guidoni - Vous l'avez.

Le président - Les cinq sortant "ou... ou..."

Pierre Mauroy - Ce sont les cinq sortants ?

Pierre Guidoni - Voilà.

Le président - Il y en aura trois parmi les cinq sortants.

Pierre Mauroy - Enfin, les "ou", ce serait vous, quand même, qui pourriez les placer...

Pierre Guidoni - Ils sont tous interchangeables.

Pierre Mauroy - Bon. C'est déjà plus facile à régler comme cela. Merci.
Je reprends la liste des AB : Laurent Fabius, tête de liste, Alain Bombard, Martine Buron, Claude Cheysson, Michel Debout, Marie-Jo Denys, Geneviève Domenach-Chich ou Gérard Collomb, Bernard Frimat, Colette Gadioux, Nicole Péry, Frédéric Rosmini, Henri Saby, Bernard Thareau.

Le président - Alain Richard ?

Alain Richard
Une observation purement arithmétique. Pierre nous a donné lecture d'une liste de 13 noms et, donc, cela anticipe un tout petit peu sur l'ordre que nous adoptons à partir du 20ème Socialiste...

Pierre Mauroy - Cela fait 12... Laurent Fabius plus 12...

Alain Richard - Oui, c'est bien ce que j'ai dit, cela fait 13. Je dis simplement que nous poursuivrons ce débat en fonction du principe que tu énonçais toi-même tout à l'heure, c'est-à-dire l'ordre arithmétique de passage entre les différentes sensibilités... Nous considérons que le 21ème, dans cet ordre que nous avons calculé, revient à un camarade du courant C.

Pierre Mauroy - On n'a pas su régler le problème de savoir - peut-être avez-vous gardé la mémoire de cela -, il y a cinq ans et encore cinq ans avant, si on mettait la tête de liste au dessus de l'ensemble des sensibilités, ce qui serait après tout normal, ou si, au contraire, on la comptait dans les sensibilités, ce qui peut paraître normal également. Mais enfin on n'a pas pu régler le problème. Il y a eu un débat contradictoire, qui ne s'est pas terminé. Alors, je pense qu'on l'aura demain.
Je pense que celui qui conduit la liste est tout de même un peu au dessus de la mêlée mais enfin c'est un débat qu'on peut avoir demain.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Le président - Sous cette réserve, il n'y a plus d'observation ?
Hérot ?

Louis Hérot
Moi, je voudrais dire qu'il y a un petit décalage entre ce qu'a dit le premier secrétaire et la présentation de cette liste en ce sens qu'il a dit qu'il y aurait une répartition géographique. Or, il y a cinq départements qui ont demandé que je les représente et ces cinq départements la région Auvergne plus le département de la Lozère, n'auront pas de représentation sur la liste qui est proposée.
Tu as dit, Pierre, qu'il y aurait sur la liste une représentation régionale, alors je pose la question.

Pierre Mauroy - Je vous ai dit que demain, on regarderait si la répartition régionale est respectée. Ce sera une de nos tâches pour demain.
Mais je dois dire aussi que je suis rapporteur d'un groupe qui a fonctionné avec les difficultés que vous pouvez imaginer et que c'est le résultat de ces travaux que je vous ai communiqué.

Le président - Gérard Saumade.

Gérard Saumade
Je voudrais faire une observation analogue à celle que notre camarade vient de faire en ce qui concerne le Languedoc Roussillon. Nous nous trouvons en présence du problème de l'élargissement du marché commun vis-à-vis de l'Espagne en particulier et il n'y a pas de représentant du Languedoc Roussillon, ce qui me paraît une pénalisation assez grave pour toute cette région.

Pierre Mauroy - Tu as fait l'observation tout à l'heure, tu la refais maintenant.

Hervé
Moi, je veux faire la même observation pour la Bretagne. Je verse ce constat au dossier.

Une intervenante
Le problème se pose de la même façon pour la Franche-Comté puisqu'on en est là.

Pierre Mauroy - En ce qui concerne les départements et territoires d'Outre-mer, on peut considérer que la proposition faite, qui est personnalisée, règle ce problème.
C'est vrai que, vraisemblablement, toutes les régions ne sont pas représentées. On n'a pas confronté les listes des uns et des autres. C'est le

Coll Fondation Jean-Jaurès

travail que l'on fera demain. Cela dit, je ne sais vraiment pas si on pourra résoudre cette quadrature du cercle. En tout cas, vous faites bien de le dire et de mettre l'accent sur l'insuffisance de ces propositions.

Un intervenant
A propos de la répartition géographique, mais encore plus pour la région Auvergne, je vous rappelle quand même qu'il y a Giscard d'Estaing dans cette région. Vous imaginez la liste du PS par rapport à celle de la Droite ! Par rapport à la campagne qu'elle va faire ! C'est inimaginable.
On a des bastions extraordinaires, tels que le Puy de Dôme et on n'a pas de représentants de la région Auvergne. Je ne sais pas où l'on ira.

Pierre Mauroy - Je sais bien. Cela, c'est l'insuffisance de la façon dont nous choisissons les différents responsables. On n'arrivera sans doute pas à faire en sorte que toutes les régions soient assurées d'une représentation.
Cela dit, demain on regardera à nouveau mais je ne veux pas non plus vous donner des espoirs qui ne seraient pas motivés. Il est parfaitement clair que les uns et les autres ont travaillé. Le Comité directeur a fait part des travaux. Ces décisions ont été prises dans la douleur mais dans la responsabilité. Je vous en fais part. Je suis comme tout porte-parole d'un groupe qui a délibéré.

Georges Sutra
Comme l'a dit Louis Hérot, je tiens à signaler que les camarades de la fédération de l'Aude m'ont fait savoir qu'ils n'avaient pas de candidat parce qu'ils soutenaient ma candidature. Même chose sur les Pyrénées Orientales. Même chose sur l'ensemble de la région Languedoc Roussillon. Tout le monde a considéré que j'avais la confiance de cette région.
L'élargissement est quand même un élément essentiel de la politique de la France vis-à-vis de l'Europe, depuis quelques années.

Un intervenant
Tout à l'heure, notre premier secrétaire ne m'a même pas laissé intervenir pour me donner une réponse concernant le représentant des départements et territoires d'Outre-mer sur la liste.
Il a indiqué qu'il s'agirait d'une personnalité. Or je ne crois pas qu'il y ait de personnalité des départements d'Outremer qui ait fait acte de candidature. Je sais qu'il y a un certain nombre de représentants des fédérations de Guadeloupe, de la Réunion et de la Martinique. Dire qu'il y aura une personnalité représentant les Dom-Tom, évidemment cela suppose qu'on ait des candidatures.

Pierre Mauroy - Il y aura un représentant des territoires et départements d'Outremer et on prendra sur le contingent des personnalités. Voilà exactement. Il sera choisi parmi les camarades des départements et territoires d'Outremer suivant les règles qu'ils se sont données.

Collection Jean Jaurès

Quant à l'application de ces règles et comment on doit les faire fonctionner, je crois qu'il sera indispensable demain d'avoir une discussion avec les représentants des différentes sensibilités.
Je voudrais dire aux camarades qui posent de véritables problèmes que demain je serai au siège du Parti, à mon bureau, et que je suis à leur disposition pour les recevoir. Le Comité directeur a donné le mandat au Bureau exécutif. Le Bureau exécutif se réunira à 5 heures. Avant que le Bureau exécutif ne prenne sa décision définitive, je suis à la disposition des camarades qui se sont exprimés pour essayer de calmer leur désappointement et leur amertume. Je trouve que c'est tout à fait normal, d'ailleurs.

Le président - Il n'y a pas d'autres observations ?
Donc mandat est donné au Bureau exécutif, dans les conditions que vient de rappeler le premier secrétaire.
Il sera là demain pour répondre à ceux qui voudraient s'exprimer auprès de lui.
Nous sommes d'accord sur cette façon de faire ?
Je vous remercie. La séance est levée.

Coll. Fondation Jean-Jaurès